

Vertraulich/Confidentiel

3003 Bern, 24. August 1992

STÄNDERAT  
Kommission für Wissenschaft, Bildung und Kultur

---

HAUPTPROTOKOLL            der Sitzung vom 20. August 1992,  
09.45 - 18.15 Uhr,  
in Bern, Parlamentsgebäude, Zimmer 4

TAGESORDNUNG            1. 92.051 s Forschungs- und Bildungsprogramme  
der EG 1993 - 1996  
2. Eurolex: 92.057 - 2sn Tierseuchengesetz  
(Siehe Teilprotokoll 1)  
3. Eurolex: 92.057 - 27 sn Bundesgesetz über  
die Sicherheit von technischen Einrichtungen  
und Geräten  
(Siehe Teilprotokoll 2)

ORDRE DU JOUR            1. 92.051 é Programmes de recherche et  
d'éducation des CE 1993 - 1996  
2. Eurolex: 92.057 - 2 é n Loi sur les  
épizooties  
(Voir procès-verbal particulier 1)  
3. Eurolex: 92.057 - 27 é n Loi fédérale sur la  
sécurité d'installations et d'appareils  
techniques  
(Voir procès-verbal particulier 2)

TEILNEHMER            Präsidium: Onken

Anwesende Mitglieder: Petitpierre, Cottier,  
Darioth, Gemperli, Iten, Jagmetti, Martin,  
Morniroli, Salvioni, Seiler, Simmen

Entschuldigt: Cavadini

Weitere Teilnehmer:

Bundesrat Cotti, Vorsteher EDI  
H. Ursprung, Direktor GWF  
H. Zinsli, Vizedirektor BBW  
H.P. Hertig, Wissenschafts- und Technologierat  
EG-Mission  
T. Guldemann, Chef GWF

Kommissionssekretariat: Elisabeth Barben

Protokoll: Jürgen Theobaldy (d)  
Claude-Josée Bütikofer (f)





1. 92.051 s Forschungs- und Bildungsprogramme der EG 1993 - 1996  
1. 92.051 é Programmes de recherche et d'éducation des CE  
1993 - 1996

**Präsident** (nach Begrüssung der Mitglieder und Gäste): Die Dokumentation, die Sie erhalten haben, ist um einen Brief von Herrn Bundesrat Cotti ergänzt worden, der auf meine vorweg gestellten Fragen antwortet. Er geht in wesentlichen Punkten über die Botschaft hinaus und stellt eine wertvolle zusätzliche Information dar.

**M.Cotti, conseiller fédéral:** Le message qui va vous préoccuper traduit une proposition importante du Conseil fédéral, elle mérite certes une attention toute particulière.

Il s'agit de la modification de nos relations, dans le secteur scientifique, à l'échelon européen, afin de passer d'une systématique plutôt floue et ponctuelle à une évolution globale et totale, dans le but essentiel de faire participer la Suisse à tous les programmes de recherche et d'éducation de la CE. L'excellent travail réalisé jusqu'ici dans certains programmes va se trouvé élargi jusqu'à une insération totale.

Mes commentaires concerneront les aspects politique, économique, scientifique, juridique et financier.

Aspect politique: On affirme à juste titre que la CE est en train de se transformer en un espace commun de recherche et d'éducation. Il s'agit concrètement du programme-cadre de recherche et du programme d'éducation communautaire qui servent à renforcer le réseau toujours plus dense de la collaboration européenne dans ces domaines essentiels de notre avenir. Une participation intégrale de la Suisse a été négociée dans le cadre de l'accord sur l'EEE, elle nous assurera la voie d'entrée dans ce réseau. Je ne vais pas vous rappeler l'importance capitale de la recherche pour l'avenir de notre pays, si ce n'est pour souligner toute sa valeur lorsqu'il s'agira d'évaluer les mesures d'épargne inévitables à prendre par le Conseil fédéral et par le Parlement. Dans ce domaine, nous franchirons un pas d'ordre politique très important en direction de l'Europe. Cette décision va influencer fortement l'avenir de la formation et de la recherche.

Aspect économique: Le succès du cycle de recherche suisse est une condition fondamentale à la réussite future du pays à titre de place de production et de services, dans un environnement international en pleine mutation. Tout comme le Conseil fédéral, le Parlement sera confronté aux exigences ultérieures d'épargne de la Confédération. A l'échelon budgétaire, l'évolution est bien connue. Alors que certaines mesures d'épargne permettent une évaluation à courte échéance, dans le secteur de la recherche, une épargne de 100 millions n'est pas quantifiable ni quant à l'échéance ni quant aux effets directs. Pourtant, chacun sait que les conséquences existent et qu'elle risquent d'être dures. Faute d'arguments concrets à courte échéance, la cause est plus difficile à défendre. Quelques expériences peuvent tout de même être évoquées. Durant les années septantes, alors que la situation financière était moins dramatique qu'elle ne l'est actuellement, le Parlement a cru devoir étendre les mesures d'épargne aux hautes écoles. Dans le secteur de l'informatique, vous connaissez les conséquences de cette démarche. Les programmes économiques de la communauté sont essentiels pour notre coopération, surtout avec nos pays voisins. A partir de la place qu'ils maintiennent en Suisse, les entrepreneurs doivent pouvoir participer aux programmes de recherche communs. Plusieurs grandes organisations faïtières du secteur industriel se rallient à l'avis du Conseil fédéral (par exemple le VSM).



**Aspect scientifique:** La collaboration à l'échelon international devient un impératif de plus en plus catégorique non seulement sur la base des coûts. En Europe, cette collaboration s'effectue toujours plus spécialement dans le cadre des programmes de la CE (par exemple dans le domaine des communications). La participation à ce réseau de relations est aussi décisive pour les contacts personnels que pour l'accès à l'information scientifique. Dans le secteur de la science surtout, l'"Alleingang" est totalement exclu.

**Aspect juridique:** Il s'agit de constater que la participation à part entière de la Suisse lui fait subir quelques entorses, liées aux éléments insatisfaisants qui subsistent dans le traité sur l'EEE en matière institutionnelle. Si notre participation à part égale est totale dans le cadre de chaque programme, l'égalité de traitement est totalement assurée - sauf peut-être à l'exception de programmes exclusifs de l'ALE (il faut toujours des acteurs des CE), tandis que le contraire est le cas s'il y a des participants exclusifs des CE. En ce qui concerne la gestion et les comités directeurs des programmes, la situation sera différenciée. Les comités élaboreront les bases décisionnelles pour la commission. Nous aurons la possibilité d'y participer et de nous exprimer. Nous n'aurons pas le droit de vote accordé aux seuls participants des CE. Ce fait serait sans importance puisque jusqu'ici, on a jamais voté dans ces comités. De plus, les décisions finales étant prises par la commission, nous n'avons pas de droit de participation ni de vote. Ce fait inévitable est lié aux mêmes structures que l'accord sur l'EEE.

**Aspect financier:** Face à la situation financière actuelle, le crédit total de 477 millions de francs représente un effort très important proposé par le Conseil fédéral. Vous connaissez les priorités liées à cet effort, il s'agit de l'assumer.

Le Conseil fédéral vous présente ce message de manière séparée. Il est convaincu du fait que, quelle que soit l'issue réservée au traité sur l'EEE, la Suisse devra participer à part entière à la politique scientifique des CE. Il s'agit de souligner cette volonté. En cas de vote négatif, il s'agira pourtant de savoir si la CE est d'accord de poursuivre cette collaboration.

**Ursprung:** Anhand zweier Beispiele aus dem naturwissenschaftlich-technischen Bereich möchte ich Ihnen näherbringen, worum es geht. Das erste Beispiel finden Sie unter dem Stichwort "Telekommunikation", früher RACE, in einem Votum von Herrn Professor Mey, das bei den Akten ist.

Die Wirtschaft kann im Bereich der Telekommunikation im europäischen Raum nur gesamteuropäisch denken und dies aus einfachen praktischen Gründen. Nicht jedes Land kann ein eigenes Funktelefon entwickeln; man muss sich über Frequenzen, Bandbreiten und Normen einigen. Die Schweiz hat also ein grosses Interesse daran, an den vorbereitenden Forschungsarbeiten mit dem Fernziel einer total informierten europäischen Gesellschaft beteiligt zu sein. Sie hat eine kompetente Industrie (ascom) und kompetente Hochschullaboratorien (Telekommunikationslaboratorien an der ETH Zürich und vor allem an der ETH Lausanne) und sie hat bereits Erfahrung mit der internationalen Zusammenarbeit in Forschung und Lehre (die unlängst getroffene Vereinbarung zwischen der ETH Lausanne und Telecom France, ein gemeinsames Studium für Ingenieure der Telekommunikation im Techno-Park SOPHIA ANTIPOLIS bei Nizza aufzubauen). Die ersten Diplome werden in wenigen Jahren erteilt werden. Es besteht demnach eine ausserordentlich gute Ausgangslage für schweizerische Teilnahme nicht nur der Industrie, sondern auch der Hochschulen. Zwar kann jedes kleine Hochschulinstitut einen Beitrag zur Telekommunikati-



onsforschung leisten und macht es auch, aber wenn ein Durchbruch erfolgen soll, ist die Orchestrierung ein grosser Vorteil. Zudem erspart sie sehr viel Geld.

Nach diesem Beispiel aus der Gegenwart eines aus der Zukunft zum Stichwort "Nanowissenschaften", also Wissenschaften im 1000 mal kleineren Bereich als dem Mikrometerbereich, den wir durch die Chips der Computer alle kennen. Die Nanometer-Wissenschaften sind durch den schweizerischen Nobelpreisträger Heinrich Rohrer ermöglicht worden. Ihm gelang es, ein Instrument zu bauen, das Tunnelmikroskop, mit dem man Atome gezielt handhaben kann. Das war früher nur über statistische Interpretationen möglich, nun ist es durch das Atomkraftmikroskop auch physikalisch machbar. Es wird für die Wissenschaften grosse Veränderungen bringen (Chemie, Festkörperphysik, Materialwissenschaft für das Erfinden neuer Materialien mit Eigenschaften, die man gerne möchte). Jetzt kann man noch nicht einmal die Konturen der Ergebnisse sehen, die die Nanowissenschaft erbringen wird. Aber als der Laser erfunden wurde, ahnte man auch nichts von seinem Einsatz bei Compact Discs und mikrochirurgischen Instrumenten für die Netzhautchirurgie.

Es ist ausserordentlich wichtig, Forschungsvorhaben im grossen Stil zu orchestrieren. Mindestens drei verschieden geartete Wissenskategorien sind nötig, damit das Feld weiterentwickelt werden kann.

1. Die Mikroskopie mit Röntgenstrahlen,
2. die bereits erwähnte Raster-Tunnel-Mikroskopie sowie die Atomkraftmikroskopie,
3. eine hochgezüchtete Computerwissenschaft, weil die durch diese Forschungen anfallende Datenmenge unsere Vorstellungen jetzt noch übersteigt.

Die Wissenschaften kurbeln bereits solche Kollaborationen grossen Stils an. Es besteht eine Interessensachse zwischen dem süddeutschen Raum (Max-Planck-Institut in Stuttgart), der Universität Basel mit hervorragendem Know-how und dem Laboratorium in Rüslikon. Auch an der ETH Zürich, am Paul-Scherrer-Institut und an der Universität bilden sich Interessen schweizerischerseits. Das gilt ebenfalls für die Industrie, besonders für die chemische, eine beträchtliche Zahl von Klein- und Mittelbetrieben sehen hier Nischenmöglichkeiten.

Dieses Beispiel für die Zukunft versuchen wir auch in das vierte Rahmenprogramm einzubringen.

**Zinsli:** Einige Worte zu "Humankapital und Mobilität", einem spezifischen Programm innerhalb des Rahmenprogramms. Dahinter steht die Leitidee eines "Europas der Forscher". Sie ist, wie auch die Leitidee von einem "Europa für Bürger", kein eigentliches Programm, wird aber in konkreten Programmen realisiert. "Humankapital und Mobilität" soll die Forscher über die Grenzen hinweg besser miteinander verbinden und die Basis für künftige Technologie-Programme schaffen.

In der Praxis werden gemeinsame Projekte zwischen Instituten in verschiedenen Ländern aufgezogen, entweder zwischen zwei, drei Instituten oder innerhalb eines ganzen Netzes unter einem Führer und dies über sämtliche Bereiche der Natur- und Ingenieurwissenschaften sowie über Biologie und Medizin hinweg.

Daneben gibt es das Unterprogramm "Zugang zu grossen Installationen". Diese sollen, auch wenn sie nur regional sind, über die Grenzen hinweg genutzt werden. Man versucht, zur Nutzung zu stimulieren, indem man einerseits den Forschern den Zugang erleichtert und andererseits den Installationen gewisse Mittel gibt, damit sie Forscher aus anderen Ländern aufnehmen können.



Das Vehikel der Zusammenarbeit sind grosse, von der EG unterstützte Euro-Konferenzen, wo man die Mitarbeiter der Programme zusammenfasst.

**Hertig:** Ich versuche eine Beurteilung der EWR-Verhandlungen im Forschungsbereich. Wie Sie wissen, haben wir in einigen Politikbereichen nicht unbedingt das erhalten, was wir uns vorgestellt hatten. Aber wenn irgendwo Zufriedenheit mit dem Ergebnis dieser Verhandlungen am Platz ist, dann im Forschungs- und Technologiebereich. Wir sind mit der klaren Vorstellung in die Verhandlungen eingetreten: Volle und gleichberechtigte Teilnahme an den EG-Forschungsprogrammen. Beide Aspekte miteinzubeziehen ist uns gelungen. Natürlich wird es, wie Herr Bundesrat Cotti angetönt hat, immer Grenzen geben, zumal wir nicht im Rat sind. Aber im Rahmen des Realistischen haben wir erreicht, was wir erreichen konnten.

**Präsident** eröffnet die Eintretensdiskussion.

**Jagmetti:** Drei materielle Feststellungen:

1. Der Austausch ist wichtig.
2. Die Ausrichtung ist richtig.
3. Das Niveau stimmt.

Ad 1. Wir haben es immer häufiger mit Grossprojekten zu tun, bei denen die internationale Kooperation unverzichtbar wird. In Industrie und Produktion ist das genauso. Immer mehr Güter werden nicht mehr von nur einem Produzenten hergestellt, sondern über die Grenzen hinaus von einer ganzen Anzahl. Das gleiche spielt sich nun in der Forschung ab. Einem einzelnen Institut ist nicht mehr möglich, alles selbst zu machen. Die Arbeitsteilung, die stattfindet, erfordert natürlich die entsprechende Koordination. Das Beispiel des Nanometers zeigt: Je kleiner der Teil desto grösser das Projekt. Darüber hinaus ist der Austausch auch kulturell bedeutsam. In einem vernetzten Europa ist der utilitaristische Gesichtspunkt zwar ausserordentlich wichtig, doch daneben wird der Austausch in Bildung und Forschung ein eminent kulturelles Anliegen. Daran sollte sich die Schweiz über ihre Grenzen hinaus in der ganzen Verflechtung beteiligen. Der Igel ist zweifellos nicht das Wappentier des Forschers und auch nicht das des Ausbilders.

Ad 2. Wir haben hier in erster Linie eine naturwissenschaftlich-technische Ausrichtung. Der Austausch sollte keineswegs darauf begrenzt bleiben. Dennoch sind wohl in diesen Bereichen die Bedürfnisse nach international institutionalisierter Kooperation grösser als in den geisteswissenschaftlichen Bereichen, wo eine Kooperation nur einen kleinen institutionellen Rahmen braucht, persönliche Beziehungen, das Gespräch zwischen den Forschern. Dies soll jedoch nicht heissen, die kulturelle Bedeutung des Austausches sei im geisteswissenschaftlichen Bereich geringer.

Ad 3. Wir müssen bei der nationalen Forschungs- und Ausbildungsförderung wirklich Forschung fördern und nicht irgendeine andere Art von Beschäftigung. In einzelnen Fällen, nicht global, haben wir keine Spitzenforschung, sondern auf niedrigerem Niveau gefördert. Im Sinne der Notwendigkeit zu sparen, könnte man hier straffen und dafür sorgen, dass das Niveau in allen Fällen stimmt.

Nun ein Wort zu den institutionellen Fragen. Dass die Schweiz hier vollwertig mitwirkt, wurde unterstrichen und ist sehr zu begrüssen. Denn verschiedene von uns haben beim EWR eine institutionelle Hürde zu überwinden, die hier entfällt.

Hervorzuheben ist freilich die Rolle des Parlamentes. Sie sollte über die Kreditverteilungsfunktion hinausgehen. Vor gut zwei Jah-



ren, als die Italiener bei EUREKA das Präsidium innehatten, beriefen sie vor der Ministerkonferenz eine Parlamentarierkonferenz ein. Wir Schweizer waren nur zu zweit und minimal ausgestattet, was völlig genügte. Denn es ging um das Gespräch mit anderen nationalen Parlamentariern über die Frage der Forschungscoordination und -zusammenarbeit. Und dieses Gespräch war sehr wichtig; wie ein französischer Parlamentarier sagte, sind die Europa-Parlamentarier in Strassburg weit weg von den täglichen Sorgen der Nationen. Die Kooperation zwischen nationalen Parlamentariern wird nun mit dem Joint Parliamentary Committee of The Efta-States und dem entsprechenden Parlamentskomitee im EWR institutionalisiert. Wir haben dort Delegierte. Unsere Beteiligung an dieser parlamentarischen Kooperation innerhalb von Efta und EWR ist ausserordentlich wichtig und wird die Fragen von Bildung und Forschung einschliessen. Zuguterletzt: Eine ganze Reihe europäischer Projekte ist in die EG-Projektierung nicht einbezogen, zum Beispiel EUREKA. Auch hier arbeiten 20 Kooperative zusammen, nämlich 19 Staaten plus die EG. Sollen auch diese Projekte einmal zusammengeführt werden?

**Iten:** Die Botschaft ist überzeugend. Bei unserer Verflochtenheit im wissenschaftlichen Bereich dürfen wir froh sein, auf eine solche Art und Weise an den europäischen Forschungsvorhaben beteiligt zu sein. Die volle und gleichberechtigte Beteiligung wird im Abstimmungskampf ein wichtiges Element bilden. Eine nur punktuelle Mitarbeit oder gar ein weitgehender Ausschluss aus diesen Forschungsvorhaben wären eine Belastung für die Schweiz. Aber auch mich stört, dass der geisteswissenschaftliche Bereich zurückgestellt wird. Deshalb sollte Herr Zinsli noch etwas über das Programm "Europa der Bürger" sagen. Denn beim Programm "Humankapital und Mobilität" interessiert mich auch jene Mobilität, die unglaubliche Folgen für das Verkehrsaufkommen in Europa hat und uns viele Probleme bringt.

Nun zu meinen Fragen: Wie wird das Kosten-Nutzen-Verhältnis bei diesen gewaltigen Programmen überprüft? Man spricht von einem 3. Programm in der Grössenordnung von 10 Milliarden Franken. Herr Jagmetti hat Kritik an der schweizerischen Forschungsförderung geäussert. Vermutlich wird die Förderung auch europaweit nicht immer auf stimmigem Niveau sein. Das können wir nicht überprüfen. Ohnmächtig schauen wir zu, dass 10 Milliarden Franken in 15 Programmen investiert werden.

In der Schweiz haben wir ein Sparprogramm diskutiert und gewisse Vorhaben im Parlament genehmigt. Der Bundesrat hat anderntags wieder gekürzt. Ist auch hier mit Kürzungen zu rechnen? Können wir überhaupt kürzen? Oder sind wir gezwungen, diesen Beitragssatz einzuhalten? Hat das Parlament einen Spielraum, um allenfalls ein Programm zu kürzen?

Haben wir genügend Kompetenzzentren, um die Kostenbeteiligung der Schweiz auch auszunützen? Ist der Rückfluss rationell? Wird die Industrie genügend stark involviert? Wie werden die kompetenten Firmen einbezogen? Bei einer Inspektion der GPK wurde deutlich, dass die Informationen nicht so fliessen, wie sie sollten. Verschiedene Firmen wissen von der Existenz entsprechender Programme, die auch ihnen dienen könnten, gar nichts. Können die geforderten Personaleinheiten hier Abhilfe garantieren?

**M. Cottier:** Je soutiens pleinement cet arrêté fédéral. Je pars de l'idée que les montants proposés ont été fixés en fonction de la participation financière de la CE. En 1991, nous avons constaté que pour la Suisse, le montant de la participation avait été réduit par



rapport au budget. Le montant prévu par la CE a-t-il été fixé? La CE connaît elle aussi des problèmes d'ordre financier, elle a déjà réduit certains montants destinés à la recherche. Pouvez-vous me donner de plus amples détails à ce sujet?

**Präsident:** Gegen einen Punkt habe ich grosse Vorbehalte. Ich bin der Auffassung, dass der Beschluss an den EWR gebunden sein sollte, denn nur dieser gewährleistet uns von vornherein die volle Partizipation. Kommt der EWR nicht zustande und scheitert damit auch die volle Partizipation der Schweiz an den europäischen Bildungs- und Forschungsprogrammen, dann stehen wir vor einer ganz neuen Situation. Auf Seite 23 der Botschaft wird kurz darauf hingewiesen, dass man in diesem Fall "auf bilateralem Wege" an ein gleichwertiges Ziel gelangen wolle - eine höchst risikoreiche, schwierige und mühsame Angelegenheit. Das Ziel würde vielleicht nur wie bis anhin beim einen oder anderen Programm erreicht werden. Dazu würde sich die ganze Sache in die Länge ziehen; weitere Mittel und Personal müssten freigesetzt werden, auch für die innerschweizerische Umsetzung. Bei einer derart veränderten Ausgangslage hätten Bundesrat und Verwaltung mit einem modifizierten Anliegen wieder vor das Parlament zu treten, sonst läuft das Ganze nach Verabschiedung der Botschaft und Gewähren des Verpflichtungskredits auf irgendeine Weise weiter, auch wenn die Beträge teilweise in das Budget eingestellt werden müssen. Ein Mitdenken und Mitsprechen wäre für den einzelnen Parlamentarier kaum mehr möglich, solche Budgetdiskussionen finden hauptsächlich in der Finanzkommission statt.

Des weiteren: Ist die Schweiz mit ihrer Infrastruktur wirklich in der Lage, den vollen Nutzen aus den Verträgen zu ziehen? Herr Iten hat dies schon angeführt. Es betrifft die Infrastruktur in der Verwaltung selbst. Zwar wird sie ausgebaut, aber in der richtigen Weise und im richtigen Umfang?

Die Übernahme einer Projektleitung auf europäischer Ebene ist sicher eine ausserordentlich anspruchsvolle Tätigkeit. Hat man hier eine Vision? Weiss man, wie und was man in diese Gremien einbringen und auf die Ziele der Schweiz ausrichten will?

Bringt die schweizerische Wirtschaft die erforderliche Offenheit, Kooperationsbereitschaft und Internationalität in grossem Umfang mit, um den grösstmöglichen Nutzen aus den Programmen zu ziehen? Namentlich bei kleineren und mittleren Unternehmen herrscht noch ein Geist der Abschottung. Auch sind die Mentalitätsunterschiede zwischen der Romandie und der Deutschschweiz beträchtlich.

Im Jahr 1992 hat die Schweiz rund 3,5 Millionen Ecu an die EG gezahlt und von ihr etwas mehr als 1 Million Ecu bekommen. Demnach kam weniger als ein Drittel zurück.

Wir haben selber die Mobilitätsstipendien beschlossen, aber wir wissen, wie sesshaft die Studenten und der Mittelbau zum Teil sind. Es könnte bei den internationalen Forschungsprogrammen ähnlich sein.

Eine Voraussetzung für die internationale Forschungskooperation ist die Beteiligung an Projekten auf nationaler Ebene, zum Beispiel der KBF. Erfolgserlebnisse hier motivieren zum Wagnis, sich auf internationaler Ebene zu beteiligen. Freilich sind die Mittel dazu vom selben Parlament, das sich hier wohl sehr grosszügig zeigen wird, schmerzlich gekürzt worden. Dieses widersprüchliche Verhalten beider Räte müsste bei kommenden Entscheiden durch eine kohärentere Haltung abgelöst werden. Natürlich kann man die Beträge, die nach Brüssel gehen, nicht reduzieren; sie sind durch den Schlüssel definiert, wie er in der Botschaft erläutert ist. Aber man darf deshalb



nicht der Versuchung erliegen, kompensatorisch im nationalen Rahmen zu kürzen.

In der Botschaft wird die Frage nach der Umsetzung der 20 Millionen Franken für flankierende Massnahmen im Inland recht leichthin begründet. Über diesen Betrag kann diskutiert werden. Es gibt hier eine Kooperation mit der KBF, die beim VSM angesiedelt ist. Ein paar erhellende Angaben wären durchaus sinnvoll.

**Seiler:** Bei Forschungsprojekten plant man häufig auf Jahre im voraus. Wenn wir ab 1993 einsteigen sollten, dann in Projekte, an deren Planung wir nicht beteiligt waren, die uns vielleicht gar nicht interessieren oder die uns wenig bringen. Wie weit werden jetzt noch Planungen vorgenommen, die bis 1996 begonnen oder gar realisiert werden?

**M. Petitpierre:** Mon appui est total, je me rallie à tous les propos positifs évoqués jusqu'ici. Quant au mécanisme de participation, la Suisse figure-t-elle à titre de pays ou l'AELE a-t-il encore un rôle à jouer? Lors de décisions, doit-on encore tenir compte des autres membres de l'AELE ou pas?

Qu'en est-il du secret lors d'une participation? Cela implique-t-il que nous cachions une partie des résultats par rapport à des pays tiers? Y a-t-il un élément implicite de fermeture provisoire ou durable ou non?

**Frau Simmen:** Bestehen irgendwelche Vorstellungen oder gar Notfallszenarien darüber, wer bei einem Nein zum EWR und einer entsprechend schwierigen Verhandlungsführung unsere Partner sein könnten?

**Bundesrat Cotti (zu Jagmetti):** Ein stärkerer oder gar permanenter Einbezug des Parlamentes über die Kreditvergabe hinaus entspricht durchaus unserem Willen. Aufgrund der Botschaften, die in den letzten Jahren erlassen worden sind, ist die systematische Überprüfung der Forschungstätigkeit durch das Parlament anhand der neuen Berichte gewährleistet. Der Werdegang der einzelnen Programme wird ebenfalls Inhalt jener Berichte werden.

Im institutionellen Bereich haften diesem Abkommen die gleichen Mängel an, die beim EWR vorliegen. Eine formelle Möglichkeit der Mitentscheidung besteht bei der Erarbeitung der Programme und bei der Beschlussfassung, aber nicht bei der Auswahl der Programme. Dieses Problem darf gegenüber der Öffentlichkeit nicht verschwiegen werden.

Es wurde mehrmals die Kostenfrage erwähnt. Die Kredite, die Sie sprechen, machen etwa 4 Prozent des gesamten Aufwandes der Schweiz in diesem Forschungsbereich aus. Hier beginnen wir mitzumachen, aber die Entwicklung wird noch sehr weit gehen. Das gilt auch für Europa. Die Forschungsprogramme der EG sind im Verhältnis zur ganzen Forschungstätigkeit in der EG eher verschwindende Grössen. Entscheidend sind der Ansatz, die Schwerpunktbildung und der Prozess, der nicht mehr aufzuhalten ist. An dieser Entwicklung von Anfang an teilzunehmen, scheint mir der wesentliche politische Wert dieser Vorlage.

(Zum Präsidenten) Die Botschaft wird natürlich in die EWR-Debatte eingebracht werden. Sie ist ein gutes Argument für die Annahme des EWR-Vertrags. Davon unabhängig ist die Notwendigkeit dieser Vorlage so klar, dass diese Kredite auch bei einem Nein zum EWR gesprochen werden müssen. Deshalb hat der Bundesrat zwar diese Vorlage von der Entscheidung zum EWR getrennt, in der politischen Debatte jedoch



muss man von ihr sprechen. Sie sollte zusammen mit dem EWR in Kraft treten.

(Zu Cottier) Die Zahlen in dieser Vorlage sind das Resultat unserer Verhandlungen, von dem wir uns nicht nachträglich distanzieren können, selbst wenn in diesem Herbst nach dem Wunsch der Finanzkommission neue Sparprogramme beschlossen werden sollten. Sollte freilich innerhalb der EG gespart werden, dann wäre der Anteil der Schweiz entsprechend zu kürzen.

**Ursprung:** Die kulturelle Bedeutung dieser Forschungsprogramme ist in der Tat enorm. Das haben Gespräche mit zahlreichen Forschern verschiedener Länder in Cordis im Vollzug des Programmes SCIENCE bestätigt. Man empfand diesen Austausch nicht nur als eine wissenschaftliche, sondern auch als eine kulturelle Bereicherung.

Was das Niveau angeht, so ist die Rückweisungsrate in Brüssel ausserordentlich hoch. Wenn es einem Forscher gelingt, dass sein Gesuch angenommen wird, dann ist dies ein ausgezeichnetes Qualifikationsmerkmal. In SCIENCE betrug die Rückweisungsrate oft 80 oder 90 Prozent und war somit höher als bei den nationalen Forschungsprogrammen.

EUREKA möchte eigenständig bleiben und ist im Vergleich mit den Forschungsprogrammen der EG viel marktnäher. Dennoch fragt man sich in EG-Kreisen, ob es nicht effizienter wäre, wenn in einer fernerer Zukunft auch EUREKA und vielleicht auch COST in die grössere Forschungsbürokratie der EG einbezogen werden könnten.

(Zu Iten) Die Rolle der Geistes- und Sozialwissenschaften habe ich an der Efta-Forschungsministerkonferenz im Juni dieses Jahres in die Diskussion gebracht. Problematisch ist die Zielsetzung im Acquis communautaire, aber auch im Maastrichter Vertrag. Sie verlangt die industrielle Selbstbehauptung und Stärkung des europäischen Wirtschaftsraums als Industriestandort gegenüber der internationalen Konkurrenz USA und Japan. Laut Artikel 130 des Maastrichter Vertrags soll zur Erreichung dieses Ziels die nötige Forschung betrieben werden. Es ist dort aber auch die Rede von der Notwendigkeit, andere Kapitel in Betracht zu ziehen. Man findet Stichworte wie "economic and monetary policy" oder "economic and social cohesion". Ich habe in Brüssel darauf hingewiesen, dass Währungs politik und soziale Zusammenhänge geistes- und sozialwissenschaftliche Gebiete sind. Der den Vorsitz führende portugiesische Forschungsminister stimmte dem zu, aber mit der Einschränkung, solche Aspekte seien horizontal, quasi begleitend, in technologische Aspekte eingefügt und nicht als eigenständige Forschungsgebiete aufgenommen worden. Bei den Schwerpunktprogrammen in der Schweiz sehen wir das genauso vor: Geistes- und Sozialwissenschaftler sollen in diese Programme einbezogen werden. Das ist der jetzige Stand. Wir lassen keine Gelegenheit ungenützt, um dem Ausbau in die Sozial-, aber auch Geisteswissenschaften das Wort zu reden.

(Zum Präsidenten und zu Frau Simmen) Die Botschaft enthält den vorbehaltenen Entschluss, bilateral zu verhandeln, wenn der EWR-Vertrag nicht zustande kommt. Vorbehaltene Entschlüsse muss man selbstverständlich vorbereiten. Wir haben in Brüssel und in verschiedenen EG-Ländern Gespräche über die Chancen von bilateralen Verhandlungen zwischen der Schweiz - dann nicht mehr Efta - und Brüssel über Vollbeteiligung an den Rahmenprogrammen geführt. Diese Gespräche fanden auf Ministerebene in den EG-Ländern und auf der Stufe Generaldirektoren in der EG Brüssel statt. Nach meiner Beurteilung stehen die Chancen für den Erfolg fifty-fifty, vorausgesetzt wir können sagen, dass wir das Geld verpflichtet haben. Wenn wir in Brüssel jedoch zu verstehen gäben, dass wir das Geld erst



anbegehren müssten, dann würde man uns mit Sicherheit zurückschicken. Denn dann würden wir tatsächlich den Eindruck erwecken, dass wir nur die Rosinen herauspicken wollten. Im übrigen führen wir diese Sondierungsgespräche im Sinne des vorbehaltenen Entschlusses fort.

Ist die Schweiz für die Herausforderung der EG-Forschungspolitik gerüstet? Ich denke ja und stütze meine Zuversicht einmal auf die Äusserung des VSM, der schliesslich tausend Klein- und Mittelbetriebe vertritt sowie auf die Vorarbeiten, die wir in den letzten Monaten mit der Wissenschaftler-Gemeinschaft gemacht haben. Zur Vorbereitung der erwähnten Forschungsministerkonferenz im Juni dieses Jahres in Brüssel hatten wir die Wissenschaftler-Gemeinschaft eingeladen, konkrete Ideen - noch keine Projekte - zu artikulieren. Genannt wurde die Nanowissenschaft; ausserdem haben wir gute Unterlagen für den Entwurf neuer Moleküle (hauptsächlich interessant für die pharmazeutische Industrie), für biologische Prozesstechnologie, dann für neue Herstellungstechniken durch Einsatz von faserverstärkten Thermoplasten, schliesslich für die Sicherheit biotechnologischer Verfahren und für Umwelttechnik sowie für Optoelektronik. Für alle diese Gebiete liefert uns die Wissenschaftler-Gemeinschaft zugunsten der interessierten Industrie bereits jetzt Papiere. Und wir wurden von Brüssel eingeladen, doch noch mehr Positionspapiere des Typus Nanowissenschaft einzureichen. Man hört also auf uns in Brüssel, und die schweizerische Wissenschaftler- und Industrie-gemeinschaft ist bereit. Aber weiter zu warten brächte in dieser Situation gar nichts. Man muss die Vorwärtsstrategie befolgen. Zur Frage der Dotation der Basis in Bern für die Betreuung solcher Programme: Etwa im Vergleich mit den Finnen, den Norwegern oder der Niederlande ist die Schweiz in dieser Hinsicht hoffnungslos unterdotiert. Wir sind nicht nur im ausländischen Vertretungsnetz, sondern auch in der Zentrale untervertreten. Wenn wir den Rückfluss der Gelder aus Brüssel steigern wollen, dann müssen wir die Betreuungsverhältnisse in der Zentrale verbessern.

**Zinsli** (anhand von Balkendiagrammen): Unsere Zahlungen richten sich nicht nach den Verpflichtungs-, sondern nach den Zahlungskrediten; die EG hat jährliche Zahlungs- und Verpflichtungsbudgets. Werden diese Zahlungen geringer, dann werden auch unsere Zahlungen geringer, weil wir für einen bestimmten Prozentsatz dieser Programme, etwa 3,6 Prozent, aufkommen. Wie sich die Sache weiter entwickelt, ist offen, da die ganze Finanzierung der EG offen ist. Die Vorschläge von Herrn Delors in dem einzigen bisher vorliegenden Papier "Forschung nach Maastricht" mit etwa 4,2 Milliarden Ecu für 1997 werden von der Kommission als unrealistisch bezeichnet. Aber andere Zahlen liegen nicht vor. Unsere Zahlungen werden sich nach den endgültigen Beschlüssen richten, wenn das Delors-II-Paket angenommen ist.

Ein weiterer Punkt: "Europa der Bürger" ist kein Programm der EG, sondern ein Leitbild. Von der Mobilität zum Beispiel wird gesagt, sie sei jetzt ein Teil von "Europa der Forscher" und damit auch Teil von "Europa der Bürger". Genauer kann ich Ihnen nicht dazu sagen; es spiegelt sich nur bedingt in diesen Forschungs- und Bildungsprogrammen.

Zur Aufnahme der Resultate in der Schweiz soll ein dezentrales Netz mit einer relativ kleinen Zentrale beim Bund in Bern entwickelt werden. Die Schwerpunkte sollen dezentral über das Land verteilt und dabei sollen die bewährten Stellen einbezogen werden, die die Verbindung mit den nationalen Programmen herstellen können. So haben wir eine Gewähr, dass diese zu internationalen Programmen er-



weitert werden. Dort, wo der Nationalfonds Schwerpunktprogramme wie Umwelt unter sich hat, haben wir ihn zur Kontaktstelle gemacht. Dort, wo es industriennahe Interessenten gibt, haben wir vereinbart, dass VSM/KBF diese Aufgabe übernehmen. Dort, wo der Bund direkt beteiligt ist wie bei der Entwicklungshilfe, haben wir eine Bundesstelle eingeschlossen.

Das ist der eine Teil des dezentralen Netzes, der andere Teil sind lokale Beratungsstellen vor allem an Hochschulen. So können die Leute Informationen erhalten, ohne über entfernte Programmberatungsstellen gehen zu müssen.

Dieses dezentrale Netz, für das wir derzeit zu wenig Mitarbeiter und Geld haben, soll mit den vorgeschlagenen 20 Millionen Franken entwickelt werden. Die Beratungsstelle der VSM, die KBF, hat bereits mit regionalen Seminaren begonnen. In etwa 12 Seminaren nimmt man in der ganzen Schweiz, auch in der Romandie und im Tessin, die lokale Industrie zusammen. Man lädt anhand Tausender Adressen die Wirtschaftskammern u.s.w. ein, um sie zu informieren. Das schafft Resonanz; die Eingaben nach Brüssel sind in den letzten Jahren deutlich gestiegen.

An der Planung in der EG waren wir offiziell bisher nicht beteiligt, jedoch inoffiziell durch Experten, die die EG direkt einlädt, zum Beispiel in der Expertengruppe für Hochleistungsrechner oder für Materialsupraleitung. Wir hoffen, auch über die Gremien beim nächsten Programm ab 1995 bei der Planung dabei zu sein.

Was die Geheimhaltung angeht, so unterzeichnet man in den Projekten einen Vertrag, der sie regelt. Dabei geht es vor allem um industrielle Geheimhaltung, die zwischen den Partnern existiert wie bei normalen industriellen Verträgen auch. Im übrigen gibt es Programme, die in der Information völlig offen sind.

Ein letztes: An den Programmen beteiligt sich immer das einzelne Land und nicht die Efta.

**Hertig:** Beim Kosten-Nutzen-Verhältnis werden wir in einigen Jahren sehen, welche Gelder zurückfliessen - normalerweise bis zu 100 Prozent für öffentliche und bis zu 50 Prozent für private Forschungsinstitutionen, die tatsächlich in Brüssel für einen spezifischen Zweck auserkoren wurden.

Freilich muss ich vor einer derart verkürzten Evaluation warnen. Sehr vieles in diesem Bereich ist eben nicht operationalisierbar. Einiges wurde von Herrn Jagmetti schon angesprochen: die europäischen Kontakte, das europäische Netz, der kulturelle Aspekt. Ein anderer, sehr wichtiger Punkt ist die Kohäsion, der Abbau regionaler technologischer Disparitäten auf dem Binnenmarkt, denn es geht bei diesen EG-Programmen nicht nur um Spitzenforschung.

Für die schweizerische Forschung ist es von Vorteil, in Brüssel mit europäischen Kollegen in Wettbewerb zu treten. Zudem ist unsere Präsenz in der generellen Diskussion dort über weltweite Kooperation äusserst wichtig und ebenfalls nicht operationalisierbar. Wenn heute Japan oder die USA bei Grossprojekten an Europa denken, dann geht man nach Brüssel, wo man auf die wichtigsten europäischen Forschungsriesen trifft. Wir werden uns zunehmend isolieren, wenn wir in diesen Gremien nicht verstärkt auftreten können. Das betrifft auch Bereiche, bei denen wir Entscheidungsbefugnisse haben wie im CERN-Rat und in der Europäischen Weltraumagentur. Aber sehr oft fallen Entscheidungen bei Kontakten mit Tokio oder oder Washington schon im Vorfeld in diesen Gremien, so dass die Weichen gestellt sind, bevor wir entscheiden können. Wenn wir also beispielsweise im CREST, das uns mit dem EWR geöffnet wird, nicht dabei sind, dann



wird das für uns angesichts dieser weltweiten Kooperation ein sehr grosser Nachteil sein.

Der Aufwand für eine optimale Nutzung (Information, Ergebnisevaluation) ist ausserordentlich hoch, und wir dürfen ihn keinesfalls unterschätzen. Die Programmen müssen "verkauft" werden. Man muss selbst mit den Adressaten sprechen; die Versendung von Broschüren genügt nicht. Wir sollten den eingeschlagenen, von Herrn Zinsli beschriebenen Weg gehen, aber in zwei, drei Jahren schauen, wie sich dieser Weg etwa im Vergleich zum finnischen oder holländischen Modell bewährt.

Der Mechanismus des Durchschlagens von Sparübungen wurde von Herrn Zinsli erläutert. In der Tat sieht es heute nicht nach Sparen, sondern eher nach Aufstocken aus. Der von der Kommission vorgeschlagene Anstieg von 2,5 Milliarden Ecu heute auf etwa 4,2 Milliarden Ecu in fünf Jahren ist unwahrscheinlich. Vermutlich liegt die Zahl in der Mitte und entspricht damit ungefähr dem vorgesehenen Wachstum.

**Guldimann:** Kurz zur Ergänzung der Frage nach dem Rückfluss:

- Nicht nur die Wissenschaft wird in die europäischen Zusammenhänge hineinkatapultiert; es gilt für sämtliche Bereiche.

- Die Bezahlungen laufen langsam an, so dass wir auch langsam in die Kosten hineinkommen.

- Die Beteiligung an den Programmen rentiert sich nicht erst dann, wenn genau 100 Prozent an Geldern zurückfliessen. Selbstverständlich hoffen wir, mittelfristig sogar über diese Marke hinauszukommen; Dänemark und Irland beispielsweise beziehen von den Programmen mehr, als sie einzahlen. Von unserer Forschungsstruktur her haben auch wir gute Voraussetzungen dazu. Das schimmerte während der Verhandlungen in den Befürchtungen der forschungsmässig weniger starken Länder durch.

Ein weiterer Aspekt: Vor allem im Bereich der industriellen Forschung muss man sich immer bewusst sein, dass die Kostendeckung nur 50 Prozent beträgt. Von 1 Ecu, den die EG an eine schweizer Firma gezahlt, wird eine Forschungstätigkeit dieser Firma von 2 Ecu ausgelöst. Mit anderen Worten: Der öffentliche Beitrag, der die Form der Direktzahlung von der EG an diese Firma annimmt, verdoppelt das Forschungsvolumen in der Schweiz.

**Jagmetti:** Es wurde auf einen Teil Kohäsion im System hingewiesen. Das würde bedeuten, dass wir ergänzend zum Kohäsionsfonds und unserem Beitrag dort über diese Forschungs- und Ausbildungsgelder einen Inner-EWR-Ausgleich anstreben. Fördern wir also mit diesen Mitteln die Forschung und Ausbildung in Ländern mit schwächerer Wirtschaftsstruktur?

Während unserer EUREKA-Debatte fiel auf, dass wir im Bereich der Biotechnologie im Gegensatz zu anderen Staaten an EUREKA relativ wenig beteiligt waren. Bei einem internen Gespräch wurde uns erläutert, hier finde ein erheblicher Transfer mit dem Ausland innerhalb der schweizerischen Unternehmungen und nicht über diese Programme statt. Die Grossen der Chemie stehen naturgemäss mit ihren ausländischen Stellen in einem intensiven Kontakt. Fällt das für unseren gesamten Forschungsaustausch ins Gewicht?

Was die Administration betrifft, so ist verständlich, dass man mehr tun muss als Broschüren verteilen. Trotzdem sollte sich der Apparat auf das Notwendigste beschränken.

**Iten** (zu Herrn Zinsli): Zum Programm "Europa der Bürger" habe ich eine falsche Auskunft erhalten. Sie sagten, es sei kein Programm, aber auf Seite 10 der Botschaft steht ausdrücklich: "Mit dem Ziel



der Vollendung des Binnenmarktes bis Ende 1992 kam mit dem Programm EUROPA DER BÜRGER das kulturelle Element hinzu." Hier hätte ich mehr Auskünfte erwartet zur anschliessend genannten "kulturellen Vielfalt" und zum "europäischen Selbstbewusstsein".

**M. Salvioni:** En ce qui concerne les retombées, je constate que certains programmes concernent les télécommunications. Dans ce domaine, les clients suisses les plus importants sont les PTT. Ces derniers ne pourraient-ils pas être partie prenante dans les programmes de recherche afin d'éviter des retards sur le reste de l'Europe et du monde? J'ai déjà posé cette question et je ne comprends pas les raisons liées à la difficulté d'une telle participation. Je sais que les PTT dépensent des sommes importantes dans le domaine de la recherche.

**Präsident:** Gibt es nun ein parlamentarisches Begleitgremium, eine interparlamentarische Konferenz, eine irgend geartete Einflussmöglichkeit auf der parlamentarischen Ebene im europäischen Rahmen oder nicht?

**Jagmetti:** Die Meinung ist natürlich die, dass in diesem Efta-Parlamentsausschuss und im gemischten Parlamentsausschuss Efta-EG die ganze Palette der Thematik zur Sprache komme. Zwar muss sich das noch einspielen, aber meines Erachtens sollten die Anliegen von Wissenschaft und Forschung auf diesem Weg in die strukturierte Organisation einfließen. Wir werden mit dem EWR-Vertrag die ergänzenden Efta-Vereinbarungen behandeln, und der Präsident sollte dabei auf dieses Problem hinweisen. Es geht um den ganzen Bereich unserer erweiterten Zusammenarbeit innerhalb der Efta und vor allem im Rahmen des EWR.

**Danioth:** In allen Diskussionen wird die Öffnung nach Europa als wirtschaftliche Angelegenheit dargestellt. Deshalb begrüsse ich diese Vorlage und auch den Zeitpunkt, zu dem die junge Generation angesprochen wird; vor allem die Studierenden sind auf Mobilität angewiesen.

In der "Handelszeitung" vom 13. August 1992 heisst es zu einem möglichen Nein zum EWR: "Von allen Efta-Ländern ist die Schweiz in der Vergangenheit wohl dasjenige Land gewesen, das die engste Forschungskoooperation mit der EG betrieben hat. Der Preis eines Nein zum EWR wäre eine zumindest teilweise Abkoppelung von der internationalen Forschung." Also würde nicht nur der Eintrittspreis für das Weitermachen aufgrund bilateraler Verträge teurer. Hier hätte ich gern noch weitere Feststellungen.

**Ursprung** (zu Herrn Jagmetti): Dass wir indirekt die Forschung von Partnerländern mit schwächerer Wirtschaft fördern, ist vom Finanzierungsmechanismus her nicht auszuschliessen. Jedes Land liefert einen Beitragssatz in eine Kasse. Die Beiträge aus dieser Kasse fließen nicht nach dem Prinzip des "just return" in die Länder zurück, sondern nach dem Prinzip der Güte und der Überzeugungskraft der involvierten Projekte. Wenn verschiedene Projekte als ungefähr gleich gut beurteilt werden, dann bricht hin und wieder die Grundhaltung des Schutzes der Minderheit durch, da Griechenland und Portugal das Zünglein an der Waage bilden.

(Zu Herrn Salvioni) Falls ich mich nicht irre, machen die PTT seit Jahren im Programm RACE mit, unter anderem mit *ascom*. Denn die Träger der Netze sind an der Kompatibilität gerade im Normenbereich brennend interessiert.



Die Frage der parlamentarischen Begleitmechanismen ist im Artikel 95 des EWR-Vertrags geregelt: "Das Abkommen setzt einen gemeinsamen parlamentarischen EWR-Ausschuss ein. Die Parlamente Österreichs, Schwedens und der Schweiz werden je sechs Parlamentarier delegieren." Ebenso sind die Aufschlüsselung der Aufgaben und der Kompetenzvorbehalt in der Schweiz durch die Kompetenz des Volkes geregelt. Das gilt es jetzt mit Inhalt zu füllen.

**Zinsli** (zu Herrn Iten): Der Begriff "Programm" für "Europa der Bürger" ist eine schlechte Formulierung, denn in der Tat handelt es sich hier nicht um ein Programm im Sinne der übrigen Programme. Die PTT nimmt sogar sehr intensiv mit verschiedenen Projekten teil, zum Beispiel in Basel am sogenannten ATM-Demonstrator, ein Projekt, das die Schweiz schon erhalten hat. Zur Fortführung dieses Teils hat die PTT mit *ascom* eine Fifty-fifty-AG gegründet. Was die Biotechnologie betrifft, so haben die grossen chemischen Industrien in der Schweiz sehr grosse Netze für sich und sind auf die internationalen Verknüpfungen über die EG weniger angewiesen als die Maschinenindustrie. Aber je länger je mehr interessiert man sich auch dort für diese Programme. Der Preis bei einer Abkoppelung ist schwierig zu schätzen. Vermutlich würde sich die Schweiz weiterhin auf Projektbasis, wie sie das auch bisher konnte, beteiligen können.

**Guldimann**: Eine kurze Ergänzung zum "Europa der Bürger". Es gibt im Rahmen der EG dieses Programm im Sinne einer politischen Zielsetzung. Warum hat man es hier aufgenommen? In COMETT und ERASMUS geht es um die Mobilität von Studenten und Dozenten, bei COMETT um die technologieorientierten Aus- und Weiterbildungsprogramme. Zusätzlich hierzu sind über die allgemeine Zielsetzung der hier als Programm bezeichneten Absicht auch die anderen Aspekte hereingekommen wie "Jugend für Europa", die Sprachprogramme und die generellen Programme für die Berufsausbildung von Jugendlichen. Es handelt sich hier also um eine Erweiterung der Ausrichtung dieser ursprünglich technologieorientierten Programme im Sinne der Ziele, die im Programm "Europa der Bürger" formuliert worden sind. "Europa der Bürger" ist eine flankierende Massnahme im Rahmen der EWR-Verhandlung, die am Schluss sehr wenige konkrete Massnahmen zur Folge hatte. Ein Beispiel ist die Telefonnummer 112 europaweit für Unfälle und Katastrophen.

Das Eintreten wird ohne Gegenantrag beschlossen.

#### **Titel und Ingress**

Angenommen - Adopté

#### **Artikel 1, 2, 3, 4**

Angenommen - Adopté

Gesamtabstimmung - Vote sur l'ensemble

Für Annahme des Beschlusstwurfes

12 Stimmen  
(Einstimmigkeit)

Unterbruch der Sitzung zwischen 12.00 - 13.30 Uhr.



## PRESSEMITTEILUNG

Die Kommission für Wissenschaft, Bildung und Kultur des Ständerates (WBK) hat am 20. August 1992 unter dem Vorsitz von Ständerat Thomas Onken (SP/TG) und im Beisein von Bundesrat Cotti in Bern getagt. Zur Beratung standen die bundesrätliche Botschaft vom 20.5.1992 über die Finanzierung der Beteiligung der Schweiz an den Forschungs- und Bildungsprogrammen der Europäischen Gemeinschaften (92.051s) und zwei in den Aufgabenbereich der WBK fallende Eurolex-Vorlagen, nämlich das Tierseuchengesetz (TSG 92.057-2) und das Bundesgesetz über die Sicherheit von technischen Einrichtungen und Geräten (STEG, 92.057-27).

**Forschungs- und Bildungsprogramme der Europäischen Gemeinschaften 1993 -1996:** Der EWR-Vertrag ermöglicht den Efta-Staaten die integrale Teilnahme sowohl an den EG-Forschungsprogrammen als auch an den EG-Bildungsprogrammen. Dieses erfreuliche Verhandlungsergebnis eröffnet dem Forschungsplatz Schweiz und unsern Hochschulen die Chance, sich vollwertig und mitbestimmungsberechtigt am europäischen Forschungs- und Bildungsraum zu beteiligen. Es erleichtert zudem den Zugang zur globalen Zusammenarbeit zwischen den grossen Technologieräumen USA, Japan und EG. Für die umfassende und schon lange angestrebte Beteiligung an den EG-Programmen 1993-1996 beantragt der Bundesrat einen Verpflichtungskredit von 477 Mio. Franken.

Die Vorlage fand in der Kommission eine sehr gute Aufnahme. In der immer enger vernetzten europäischen Wissenschafts- und Bildungsgemeinschaft ist diese Beteiligung der Schweiz unerlässlich; dem verstärkten Austausch kommt nicht zuletzt auch aus kultureller Sicht eine grosse Bedeutung zu.

Die Ausrichtung des dritten Forschungsrahmenprogrammes (FRP) fand Zustimmung, doch wurden die schweizerischen Bestrebungen begrüsst, die Position der Geistes- und Sozialwissenschaften im Rahmen des vierten FRP zu stärken. Auch die "internen" Massnahmen, die den Zugang zur Programmbeteiligung erleichtern und die Beratung der Unternehmen fördern sollen, wurden ausdrücklich begrüsst.

Die Vorlage wurde zuhanden des Plenums einstimmig verabschiedet.

**Eurolex: Tierseuchengesetz (TSG):** Das im EWR zur Anwendung gelangende Bekämpfungskonzept sieht die Tötung aller Tiere eines von einer hochansteckenden Seuche befallenen Bestandes vor. Beantragt wird, dass in diesem Falle der Bund die Entschädigungen für die Tierverluste zu tragen habe. Diese Kosten-Uebernahme war in der Kommission umstritten, weil sie sich nicht zwingend aus dem Gemeinschaftsrecht ableiten lässt. Der Antrag, auf die Übertragung dieser Entschädigungen von den Kantonen auf den Bund zu verzichten, wurde zwar mit 6 zu 4 Stimmen abgelehnt, wird dem Rat jedoch als Minderheitsantrag vorgelegt werden (Art. 31 Abs.3). - Die Kommission beantragt einstimmig, den vorgesehenen Aenderungen



zuzustimmen, setzt allerdings voraus, dass das TSG in absehbarer Zeit einer Totalrevision bedarf.

**Eurolex: Bundesgesetz über die Sicherheit von technischen Einrichtungen und Geräten (STEG):** Die bei der Herstellung von Maschinen zu beachtenden grundlegenden Sicherheits- und Gesundheitsanforderungen sind in der sog. Maschinenrichtlinie festgelegt, deren Gegenstück in der Schweiz das STEG darstellt. Entsprechend der EG-Konzeption geht das STEG davon aus, dass die technischen Einrichtungen und Geräte den anerkannten Regeln der Technik und den obligaten Sicherheits- und Gesundheitsstandards entsprechen müssen (Art. 3). Abweichungen von den harmonisierten technischen Bestimmungen sind nur erlaubt, wenn nachgewiesen wird, dass auf andere Weise ein genügender Schutz gewährleistet wird. Die Kommission nahm einige kleinere Modifikationen vor, beantragt aber auch hier einstimmig, den vorgeschlagenen Änderungen zuzustimmen.

Bern, 21. August 1992 / eb  
Tel. 61 99 38

PARLAMENTSDIENSTE  
FD IV



## COMMUNIQUE DE PRESSE

La commission de la science, de l'éducation et de la culture du Conseil des Etats (CSEC) a siégé le 20 août 1992 à Berne sous la présidence de M. Thomas Onken (PS/TG) et en présence du conseiller fédéral Cotti. Elle avait à délibérer sur le message du Conseil fédéral du 20 mai 1992 relatif au financement de la participation de la Suisse aux programmes de recherche et d'éducation des Communautés européennes (91.051 E) et sur deux projets EUROLEX relevant de sa compétence, à savoir la loi sur les épizooties (LFE, 92.057-2) et la loi sur la sécurité d'installations et d'appareils techniques (LSIT, 92.057-27).

**Programmes de recherche et d'éducation des Communautés européennes 1993 - 1996:** L'Accord sur l'EEE rend possible la participation intégrale des Etats membres de l'AELE aux programmes de recherche mais aussi aux programmes d'éducation de la CE. Ce résultat réjouissant de la négociation offre la chance aux universités et aux chercheurs suisses de participer de plein droit au sein de l'espace européen de l'éducation et de la recherche. Cela facilite en plus l'accès à la coopération globale entre les grands de la technologie que sont les Etats-Unis, le Japon et l'Europe communautaire. Aussi le Conseil fédéral demandait-il un crédit d'engagement de 477 millions de francs pour la participation intégrale et souhaitée depuis longtemps de la Suisse à ces programmes de la Communauté pendant les années 1993 à 1996.

Les membres de la commission ont très bien accueilli le projet. Ils sont tombés d'accord sur le fait que, vu la multiplication des liens qui lient entre eux les pays européens, la Suisse ne peut rester à l'écart, qu'elle se doit de participer à ces programmes et que les échanges qui en naîtront sont aussi des échanges culturels. S'ils ont dit oui au troisième programme-cadre (celui de la recherche), ils ont approuvé le fait que la Suisse souhaite renforcer sa position dans le cadre du quatrième, celui des sciences humaines et des sciences de l'éducation.

Ils ont décidé enfin à l'unanimité de recommander au plénum d'adopter le projet d'arrêté fédéral.

**Eurolex: loi sur les épizooties (LFE):** Le droit qui sera applicable dans les Etats de l'EEE prévoit que tous les animaux appartenant à un troupeau atteint par une épizootie hautement contagieuse seront tués et détruits. Des membres de la commission ont alors demandé que la Confédération dédommage les éleveurs concernés. Ce dédommagement par la Confédération a été vivement discuté dans la commission, parce qu'il ne découle pas de l'adaptation au droit communautaire. Divisés sur la question, les députés ont toutefois refusé, par six voix contre quatre, d'obliger la



Confédération à verser des dédommagements, ; il n'empêche que cette proposition sera présentée au plénum comme une proposition de la minorité (art. 31, 3<sup>e</sup> al,). Pour le reste, la commission lui proposera d'adopter les modifications prévues, ce qui, à ses yeux, implique qu'il faille réviser entièrement la LFE dans un avenir proche.

**Eurolex: loi fédérale sur la sécurité d'installations et d'appareils techniques (LSIT):** Les exigences de santé et de sécurité auxquelles doit satisfaire la fabrication de machines sont consignées dans ce qu'on appelle la directive relative aux machines, dont l'équivalent suisse est la LSIT. Conformément au concept des CE, la LSIT part du principe que les installations et les appareils techniques doivent correspondre aux règles reconnues de la technique et aux standards de santé et de sécurité (art. 3). Les dérogations aux normes harmonisées ne seront possibles que s'il est prouvé qu'une protection suffisante est assurée par ailleurs. La commission a procédé à quelques modifications mineures; ici encore, elle propose au plénum, à l'unanimité, d'adopter les modifications proposées.

Berne, le 21 août 1992  
tél. 61 99 38

SERVICES DU PARLEMENT  
Service spécialisé IV



Vertraulich/Confidentiel

3003 Bern, 24. August 1992

STÄNDERAT  
Kommission für Wissenschaft, Bildung und Kultur

---

TEILPROTOKOLL 1      der Sitzung vom 20. August 1992,  
09.45 - 18.15 Uhr,  
in Bern, Parlamentsgebäude, Zimmer 4

TAGESORDNUNG

1. 92.051 s Forschungs- und Bildungsprogramme der EG 1993 - 1996  
(Siehe Hauptprotokoll)
2. Eurolex: 92.057 - 2sn Tierseuchengesetz
3. Eurolex: 92.057 - 27 sn Bundesgesetz über die Sicherheit von technischen Einrichtungen und Geräten  
(Siehe Teilprotokoll 2)

ORDRE DU JOUR

1. 92.051 é Programmes de recherche et d'éducation des CE 1993 - 1996  
(Voir procès-verbal principal)
2. Eurolex: 92.057 - 2 én Loi sur les épizooties
3. Eurolex: 92.057 - 27 én Loi fédérale sur la sécurité d'installations et d'appareils techniques  
(Voir procès-verbal particulier 2)

TEILNEHMER      Präsidium: Onken

Anwesende Mitglieder: Petitpierre, Cottier, Daniöth, Gemperli, Iten, Jagmetti, Martin, Morniroli, Salvioni, Seiler, Simmen

Entschuldigt: Cavadini

Weitere Teilnehmer:

P. Gafner, Direktor BVET  
Ch. Riggenschach, Stellvertr. Direktor BVET  
E. Diener, Chef Rechtsdienst BVET  
K. Kerner, Fürsprecherin BVET

Kommissionssekretariat: Elisabeth Barben

Protokoll: Jürgen Theobaldy (d)  
Claude-Josée Bütikofer (f)



2. Eurolex: 92.057 - 2 sn Tierseuchengesetz

2. Eurolex: 92.057 - 2 én Loi sur les épizooties

**Gafner:** Auch wir haben einen Acquis in Brüssel, den Acquis vétérinaire, und wir nehmen hier den Teil unter die Lupe, der die Tierseuchenbekämpfung, den Verkehr von Tieren und Fleisch betrifft. Dieser Acquis ist sehr umfangreich und wurde von der EG seit 1964 mit Richtlinien und Verordnungen systematisch aufgebaut. Aber die Schweiz hat seit Jahren im Interesse der Exportförderung darauf geachtet, EG-Recht bereits dort einzubauen, wo es unsere Exporte hätte bremsen können. Deshalb ist der Acquis für uns keine Überraschung, und die Revision ist relativ kurz. Der geschlossene grosse gemeinsame Markt zielt natürlich auch auf einen freien Handel mit Tieren, Fleisch etc. ab. Die Voraussetzungen dafür, dass man in diesem grossen Block recht frei handeln kann, sind eine gute Tierseuchenpolizeikenntnis, gesunde Bestände, eine gute Kontrolle über Tierbestände und vor allem eine normierte Betrachtungsweise, wie die Kriterien erfüllt werden müssen, damit dieser freie Markt mit gesunden Tieren zustande kommt.

Neu für uns war die Einführung einer vermehrten Prophylaxe. Man will es nicht zum Ausbruch von Seuchen kommen lassen. Demzufolge sind verschiedene Kontrollen vorgesehen, die wir heute bei uns noch nicht institutionalisiert haben. Dennoch ist die Gesundheit unserer Tierbestände durchaus respektabel, ja beinahe einmalig in Europa. Wir haben seit mehr als zehn Jahren keine Maul- und Klauenseuche mehr und haben überdies Seuchen ausgerottet, die die EG noch nicht erfasst hat wie zum Beispiel die Buchstabenseuche. Und wir haben Krankheiten bekämpft, die die EG erst in den letzten Jahren in Angriff genommen hat. Wir sind also ein guter Partner.

Zwei Artikel werden nicht unbedingt von der EG verlangt. So sind wir in Artikel 1 vom heutigen Tierseuchengesetz, das alle Krankheiten aufzählt, dazu übergegangen, dem Bundesrat die Kriterien zu nennen, damit er die Seuchen bezeichnen kann, und zwar aus praktikablen Gründen. Denn die bundesrätliche Verordnung ist überhaupt nicht mehr kongruent mit dem heutigen Gesetz. Die Listen differieren, und deshalb schlagen wir eine Änderung von Artikel 1 in diesem Sinne vor.

Die zweite erwähnenswerte Änderung, die wohl zu Diskussionen Anlass geben wird, ist die, dass von neuem der Bund bei diesen neu aufgenommenen, schwerwiegenden Tierkrankheiten und Seuchen entschädigen würde. Die EG verlangt bei diesen Seuchen eine Entschädigung durch den Staat, sagt aber nicht, wer hier zahlen soll. Wir könnten also ohne weiteres den Kanton einsetzen, wie er heute eingesetzt ist: Er bekämpft und bezahlt. Aus politischen Gründen und solchen der Zweckmässigkeit glauben wir jedoch besser zu steuern, wenn man den Kantonen das Recht wegnimmt, selber Prophylaxe zu machen. Da vorgeschrieben wird, dass man bei schwerwiegenden Krankheiten nur noch abschlachten darf, wäre es sinnvoll, dass der Bund für diese Tierverluste und nur bei diesen Seuchen das Zepter in die Hand nähme.

Dies liegt nicht sehr fern, weil die EG aus ihrem Fonds schon heute den einzelnen Ländern Zahlungen für solche Krankheiten leistet. Das Pendant zur EG als Zentralbehörde wäre der Bund, wenn er den Kantonen die Ausfälle an Tieren bezahlen würde. Seit 1983 hatten wir vier parlamentarische Vorstösse, die eine solche Art von Entschädigung verlangten. Diesen Artikel 31 müssen wir also nicht unbedingt aufnehmen. Aber es wäre für das Managen des Bun-



des förderlich, würde man diese 1981 abgeschriebenen Entschädigungen für die entsprechenden Seuchen wieder einführen. Im übrigen hätte der Bund in den letzten zehn Jahren keinen Rapen zahlen müssen. Die letzte Seuche war die Maul- und Klauenseuche; seither hatten wir keine Seuche mehr, die auf der Liste A mit den hochansteckenden Seuchen figuriert.

**Seiler:** Wir müssen dieses Gesetz anpassen, auch wenn wir dem EWR nicht zustimmen sollten. Die Neuerungen sind notwendig geworden. Sie sprechen von Listen A und B und zählen die Krankheiten nicht mehr auf. Das ist vernünftig. Welche hochansteckenden Krankheiten gibt es heute noch? Wie würde diese Liste A aussehen? Sicher müsste der Rinderwahnsinn darunter aufgeführt werden. Das heisst allerdings auch, dass als Massnahme diese Krankheit rasch ausgerottet werden sollte. Aber wir wissen, dass sie nicht so rasch zum Verschwinden gebracht werden kann. Wie stellen Sie sich künftige Grenzkontrollen vor? Oder wird es gar keine mehr geben, weil offenbar alle Länder die gleichen Massnahmen ergreifen?

**Gemperli:** Eintreten müssen wir. Durch die Bestimmungen der EG ist natürlich einiges vorgegeben. Aber in der Botschaft wird über gewisse Probleme, die einen fundamentalen Charakter haben, sehr rasch hinweggegangen.

Bisher haben wir Prophylaxe betrieben und die Bestände geimpft, zum Beispiel gegen Maul- und Klauenseuche. Nach den neuen Bestimmungen wird überhaupt keine Prophylaxe mehr betrieben, erkrankte Bestände werden vernichtet. Ist das vernünftig? Allenfalls können geimpfte Bestände auch Virenträger sein. Waren wir bisher auf dem falschen Weg?

Hinzukommt die Frage des finanziellen Mehraufwandes für den Fall, dass tatsächlich einmal ein grosser Seuchenzug durch das Land gehen sollte. Diesen müsste man dann grossflächig beseitigen, mindestens im Umkreis von 2000 Quadratkilometern, was zum Beispiel dem Kanton St. Gallen entspräche.

In den meisten Kantonen haben wir Tierseuchenkassen. Können diese nicht mehr existieren, weil nicht der Kanton sondern die Tierseuchenkasse bezahlt? Ihre Finanzierung erfolgt aus sehr verschiedenen Quellen; bei uns wird einmal nach Einwohner auf die Gemeinden verteilt, dann auf die Viehhalter und schliesslich gibt es einen staatlichen Beitrag. Wie ist das künftig zu halten?

Im Inland sollen nun vermehrte Kontrollen durchgeführt werden. Wie hoch ist der finanzielle Mehraufwand hier? Kommt diese Last grundsätzlich auf den Viehhalter zu, der für die zusätzlichen Kontrollen entsprechende Auslagen hat?

Wie stufen Sie das Risiko des freien Verkehrs an den Grenzen ein? Damit können schliesslich auch gefährliche, in der Schweiz ausgerottete Seuchen wieder einkehren.

**Frau Simmen:** Der EWR hat ein grundsätzlich anderes Konzept der Seuchenbekämpfung als das unsrige. Es erscheint mir sehr aufwendig. Aus welchen Gründen bekennt sich der EWR zu diesem Prinzip der Ausmerzungen und verzichtet völlig auf Impfungen und andere prophylaktische Massnahmen? Wenn die Kantone und überhaupt alle derzeit seuchenfreien Regionen einem höheren Risiko ausgesetzt werden, ohne prophylaktische Massnahmen ergreifen oder die Ein-



führen reduzieren zu dürfen, dann sieht das prima vista nach einem schlechten Handel aus.

**M. Martin:** Le canton de Vaud s'est prononcé contre cette révision lors de la consultation rapide effectuée le printemps dernier. Je comprends et je partage cet avis. Il aurait mieux valu réviser totalement la loi. Dans les neuf articles traités, d'aucuns vont plus loin que nécessaire alors que d'autres ne vont pas assez loin. Nous risquons d'avoir un texte totalement ambigu qui passera pour la seule cause de l'urgence. Je ne voterai pas l'entrée en matière. Il y a lieu de nous proposer un texte plus réaliste. Si l'entrée en matière devait pourtant être adoptée par la commission, j'aurai quelques remarques à formuler.

**M. Petitpierre:** Ne pourrait-on pas répéter l'exercice effectué entre le Conseil national et le Conseil des Etats dans le cas des organismes génétiquement modifiés, soit éliminer tout ce qui n'est pas absolument exigé par l'EEE et entrer en matière dans cette seule condition. De peur d'aller trop loin, on risque fort de ne pas aller assez loin; à mon avis, il serait dangereux de ne pas entrer en matière.

**Jagmetti:** Über die Referendumsfrage bei den Eurolex-Geschäften haben wir noch nicht entschieden. Wenn irgendeine Sonderlösung gewählt wird, dann müssen wir uns auf die von Eurolex gebotenen Änderungen beschränken und dürfen nicht über ein etwaiges Referendum andere Dinge ändern. Das mag unbefriedigend sein, weil es das Gesetz zerstückeln kann. Trotzdem bitte ich, die Referendumsfrage im Auge zu behalten.

Meine Frage stelle ich allen Bundesämtern. Wir haben in zunehmendem Masse in Bundesgesetzen einen verbindlichen Forschungsauftrag an den Bund, hier in Artikel 42. Ist somit die Forschung Aufgabe der Bundesverwaltung oder Aufgabe der Forschungseinrichtungen, in diesem Fall der beiden veterinärmedizinischen Fakultäten? Zuletzt entfalten wir an allen Stellen der Bundesverwaltung eigentliche Forschungsaktivitäten, was zwar sehr löblich ist, aber damit riskieren wir, dass wir Dinge doppelt führen oder hier in den Aufgabenbereich der kantonalen veterinärmedizinischen Fakultäten übergreifen. Das von uns beschlossene Institut für Viruskrankheiten ist hier nicht miteinbezogen.

**Danioth:** Die Schweiz hat hier gegenüber den EG-Ländern einen sehr hohen Standard. Ist die Änderung von Artikel 1 im Sinne einer Kompetenzdelegation zugunsten des Bundesrates eine zwingende Folge des EWR oder hat man sie hineingenommen, um dem Bundesrat eine vermehrte Flexibilität zu ermöglichen? Anders gesagt: Wie würde die Liste heute aussehen, wenn Sie sie aufgrund des zwingenden EG-Rechts anpassen würden? Wäre sie im Vergleich zum geltenden Recht wesentlich erweitert?

**Präsident:** Wir müssen im Rahmen des Eurolex-Verfahrens dabei bleiben, nur das zu ändern, was sich zwingend aus dem Acquis communautaire ableiten lässt. Dies umso mehr, als von verschiedenen Kantonen zu Recht gefordert worden ist und in der Botschaft auch ausgeführt wird, dass dieses Tierseuchengesetz total revidiert werden muss. Wo bestehen also Spielräume und wo nicht? Natürlich wäre die Änderung von Artikel 1 wünschenswert, aber sie ist nicht zwingend. Ebenso steht es um den Artikel 31 Absatz 3, in dem die Entschädigungszahlungen von den Kantonen auf den Bund übertragen



werden. Auch diese Änderung kann meines Erachtens im Eurolex-Verfahren nicht vorgenommen werden.

Es soll im Antrag des Bundesrates Bestimmungen geben, die die Frage der Gentechnologie berühren könnten. Ist dieser Argwohn berechtigt?

Wie notwendig ist in Artikel 42 die entsprechende Bestimmung zum Institut für Viruskrankheiten und Immunprophylaxe (IVI)?

Sollte es in Artikel 9 nicht heissen: "...um die Entstehung und Ausdehnung einer Seuche zu verhindern"?

Neun zusätzliche Stellen werden in den Raum gestellt. Diese Zahl ist beträchtlich und irritiert. Können Sie dazu noch etwas sagen?

**M. Martin:** La commission du Conseil national a-t-elle déjà traité cette loi?

**Le président:** Tel n'est pas le cas puisque nous siégeons à titre de premier conseil.

**Gafner:** Im EWR-Raum wird mehr Arbeit im Rahmen der Prophylaxe verlangt. Dabei geht es darum, Krankheiten frühzeitig zu erkennen. Die EG-Richtlinien verlangen sogenannte nationale Projekte, Zehntausende von Blutuntersuchungen an den Schlachthöfen zur Früherkennung dieser oder jener Krankheit. Das ist mit vermehrter Prophylaxe gemeint. Wir haben bisher in unserem Institut nur etwa vier-, fünftausend Blutseren von Schweinen oder Rindern jährlich auf frühe Anzeichen einer Seuche untersucht. Es geht also um den Mehraufwand.

Nun wurde hier gesagt, die Prophylaxe würde wegfallen, weil die Schutzimpfung speziell gegen die Maul- und Klauenseuche, die natürlich auch eine Prophylaxe ist, wegfallen würde. Aber durch Studien in der ganzen EG während der letzten drei, vier Jahre wurde erkannt, dass dort, wo noch geimpft wird, mehr Fälle an neuen Seuchen auftreten als dort, wo man keine Schutzimpfung mehr vornimmt. Länder wie England, Irland, Dänemark oder auch Schweden, die nicht mehr impfen, haben seit Jahren keine Maul- und Klauenseuche mehr, und zwar im Gegensatz zu Frankreich oder Deutschland, wo man wahrscheinlich durch den nicht immer gleich inaktivierten Impfstoff noch lebendes Virus in einer von hunderttausend Impfungen mitgenommen hat.

Das wird später für Schweine- und Geflügelpest, wahrscheinlich in einigen Jahren auch für Tollwut gelten. Wenn man ohne diese Seuchen leben will, dann darf man nicht mehr impfen. Man wird in den Instituten nicht mehr mit diesen Viren arbeiten und keine Impfstoffe mehr herstellen.

Natürlich will die EG 100 Millionen Klautiere nicht schutzlos lassen und hat deshalb fünf Zentren in Europa bestimmt, die noch Maul- und Klauenseuchevakzinen für den Notfall herstellen dürfen. Ich habe mit einer französischen Firma dieses Problem gelöst. Wir haben eine Vakzinenbank für die Schweiz im Umfang von etwa 300 000 Dosen Impfstoff, die wir jederzeit beziehen können.

Sobald in diesem nicht geschützten Milieu ein Fall auftritt, würde man zunächst töten, und wenn die Seuche weiter um sich greifen sollte, würde man die Strategie wechseln und wieder impfen.

Man muss also folgendes auseinanderhalten: Bei der Maul- und Klauenseuche beispielsweise verzichten wir auf diesen Teil der Prophylaxe, warten aber mit einer Vakzinenbank für alle Fälle, währenddem wir uns der grossen Prophylaxe durch massenhafte Blut-



untersuchungen und regelmässige Bestandeskontrollen wissenschaftlich und praktisch anschliessen.

Das gilt auch für die Beurteilung der Restrisiken, die natürlich bleiben. Man ist in der EG durchaus auf dem richtigen Weg. Dennoch wird der nächste Fall von Maul- und Klauenseuche in Europa irgendwann kommen, sei es durch Fleisch aus Argentinien oder von woher auch immer. Das Virus ist nicht ausgestorben. In der Türkei gibt es jeden Monat noch Tausende von Fällen. Auch könnte eine Seuche aus Afrika oder Asien wieder in den europäischen Raum eindringen, aus dem sie seit langem getilgt ist wie Rinderpest oder Lungenseuche. Aber Europa will im freien Markt nicht die Hindernisse der Schutzimpfung haben. Die Tiere sind vierzehn Tage lang quasi in Quarantäne; sie dürfen dann nicht gehandelt werden. Schon die weit über 100 Millionen Ecu, die das an Kosten ausmacht, genügen dafür, nicht mehr zu impfen.

Was die Grenzkontrollen betrifft, so sagt der EWR ausdrücklich, dass sie nicht beeinflusst werden. Wahrscheinlich wird der Begriff der Grenzkontrollen nach und nach lockerer gehandhabt werden. Trotzdem bleibt die grenztierärztliche Kontrolle; in den Verträgen gibt es hier keine Vorbehalte.

**Riggenbach:** Es gibt 16 Liste-A-Seuchen. Davon sind sechs heute in Europa noch mehr oder weniger präsent: Pferde-, Schweine- und Geflügelpest, Lungenseuche u.a. Die übrigen Seuchen sind rein exotischer Art und kommen in Übersee vor. Der Rinderwahnsinn ist keine hochansteckende Seuche, er ist nicht einmal ansteckend und deshalb hier nicht inbegriffen.

An Liste-B-Seuchen gibt es etwa 60, wovon wir rund zwei Dutzend in unserer Gesetzgebung berücksichtigen.

Was den Seuchenfall angeht, so haben wir unsere Szenarien gemacht. Die Tilgung sieht ungefähr so aus, dass man die Tötung der Tiere etwa auf die ersten 100 Bestände beschränken würde. Falls die Seuche aber ausser Kontrolle gerät, müsste man wie im Gesetz vorgesehen die Strategie wechseln. Keineswegs müsste man auf einer Fläche von 2000 Quadratkilometern alle Tiere abschlachten.

**Gafner:** Der finanzielle Aufwand einer solchen Aktion wäre der Aufwand dafür, dass wir vielleicht die Tiere von zehn bis fünfzig Betrieben abschlachten und vernichten müssten. Danach würde man wohl bald mit Schutzimpfungen anfangen.

Die Tierseuchenkassen bleiben vom EWR unberührt und werden sicher weiterbestehen. Es gibt noch genügend Tierseuchen, bei denen nur der Kanton aufkommen muss.

Der finanzielle Mehraufwand aufgrund vermehrter Kontrollen: Natürlich wird der Bund mit seinen Instituten diese Früherkennung in Form massenhafter Blutuntersuchungen vorab durchführen. Die Kontrollen werden aber sicher in die Kompetenz der Kantone fallen. Man darf das Ganze nicht überbewerten. Es bedeutet gegenüber der jetzigen, relativ billigen Lösung bei uns etwas mehr Kontrolle.

Was führt nun dazu, dass bereits im EWR auf die harte, strikte Linie der Vernichtung ausgerichtet wird? Im EWR heisst der Acquis: das Erreichte in der EG wird übernommen. Die EG hat mit ihren Richtlinien seit 1964 die Tierseuchenregelung sehr verfeinert und ist im Interesse eines freien Marktes zum Schluss gekommen, dass hochansteckende Seuchen nur noch mit "stamping out", mit Ausrottung, bekämpft werden können. Wir würden wahrscheinlich in zwei Jahren kein Zuchtvieh und kein Fleisch mehr exportieren, wenn wir nicht faktisch genau das gleiche machen wie die EG.



**Frau Simmen:** Meine Frage ging dahin, warum die EG das "stamping out" der Vakzination vorzieht.

**Gafner:** Weil man sonst das Risiko eingehen müsste, mit der Vakzination eine Krankheit zu übertragen. Man hat auch bei der Impfung gegen Kinderlähmung und gegen Pocken vor einem solchen Fall gewarnt.

**M. Riggerbach:** Il s'agit d'une analyse faite dans tous les pays. Pour la Suisse, une vaccination globale du cheptel nous coûterait 7 millions de francs. Ce montant a donc fait l'objet d'une comparaison avec les risques envisageables.

**Gafner:** Muss der Bund forschen? Ein grosser Teil der Forschung zur Tierseuchenbekämpfung kann ohne weiteres in den zwei kantonalen Veterinärfakultäten gemacht werden. Aber für die hochansteckenden Seuchen haben weder Bern noch Zürich je die Einrichtungen aufgebaut. Deshalb hat man schon 1942 das Vakzinen-Institut in Basel als Bundesinstitut erstellt, Maul- und Klauenseuche erforscht und in den letzten Jahren Forschung betrieben. Der Bund muss sich also nach wie vor an der Forschung beteiligen. Aber sie wird bei weitem nicht nur über Bundeseinrichtungen getätigt. Die beiden Veterinärfakultäten bekommen jährlich Hunderttausende Franken an Forschungsgeldern aus unserem Forschungsbereich zugeteilt, um bestimmte Seuchenbekämpfungen abzuklären. Im IVI Mittelhäusern hingegen wird vor allem mit den hochansteckenden Seuchen gearbeitet. Im übrigen kenne ich kein Land, in dem die Zentralregierung keine Forschungsanstalt in diesem Bereich unterhält. Der Artikel 1 muss nicht unbedingt sein. Das Tierseuchengesetz ist sowieso in Revision, und man könnte die Umstellung, dass der Bundesrat nach Kriterien sagt, was Seuche ist, dort einbringen.

**Diener:** Hier muss ich als Jurist eingreifen. Die Revision von Artikel 1 ist heute notwendig. Im geltenden Gesetz sind 17 Krankheiten aufgezählt; fortgesetzt hat das der Bundesrat in der Verordnung. Jetzt kommt vom EWR eine ganz neue Betrachtungsweise: die Unterscheidung zwischen hochansteckenden und anderen Krankheiten. Dieser Gesichtspunkt ist in der heutigen Gesetzgebung überhaupt nicht beachtet. Daher muss Artikel 1 und 1a grundsätzlich neu konzipiert werden, damit wir später in der Verordnung auch diese Unterscheidung treffen können. Sinnvollerweise nennen wir dem Bundesrat die Kriterien - ein Gebot der Rechtssicherheit -, die ihm eine klare, verständliche Verordnung erlauben. Tun wir das nicht, fehlt es uns an den Rechtsgrundlagen, und wir haben eine zersplitterte Regelung. Ein mehr praktischer Gesichtspunkt kommt hinzu: Wir müssten sonst das Gesetz immer wieder ändern, weil die eine Krankheit wegfällt, eine andere hineinkommt. Die Gestaltung des Artikels 1 ist vor allem auch eine rechtssystematische Frage, eine Frage der Darstellung.

**Gafner:** Die neun zusätzlichen Stellen ergeben sich aus den zentralen Aufgaben, die der EWR vorsieht, nämlich auch nationale Programme aufzustellen, Meldewesen, eventuell Selbstkontrolle.

**Diener:** Es gibt zwei Berührungspunkte zur Gentechnologie. In immunbiologischen Versuchen mit Impfstoffen wird heute mit



Gentechnologie gearbeitet. Diese Stoffe werden von der Schweiz prophylaktisch geprüft und registriert. Bei der Diagnostik ist es genauso.

Gentechnologisch veränderte Tiere gehören zum Bereich der Tierschutzgesetzgebung. Gezielte Bestimmungen, die Gentechnologie erlauben oder einschränken, sind im Gesetz nicht vorgesehen, sondern sind einfach ein Teil der Gesetzgebung über die Kontrolle und Prüfung der immunbiologischen Produkte.

Das IVI ist heute fertiggestellt und wurde am 1. August dieses Jahres nach einer Verordnung des Bundesrates in Betrieb genommen; die Einweihung wird im Dezember sein. Dass wir es nicht bei der Kann-Formulierung belassen, hängt auch mit dem Acquis zusammen. Wir müssen für die hochansteckenden Krankheiten ein zentrales Laboratorium haben, das Referenzfunktionen wahrnehmen kann. Zum Stichwort Tierseuchenkasse möchte ich nur noch präzisieren, dass die Art der Finanzierung der Tierseuchenbekämpfung für die Kantone nicht vorgeschrieben ist. Einige Kantone machen das über das ordentliche Budget, andere haben in einer Art Vorlösung Tierseuchenkassen. Die Mittel beziehen die Kantone demnach aus verschiedenen Quellen, natürlich hauptsächlich aus Steuermitteln. Dann werden Prokopfbeiträge von den Tierhaltern erhoben, Bussen für Vergehen fallen in diese Kassen, ebenso Gebühren für Verkehrsscheine im Tierverkehr zum Beispiel.

Aus diesem Komplex würde nach dem Vorschlag dieser Gesetzesänderung nur der Aspekt Entschädigung der Tierverluste an die Tierhalter bei hochansteckenden Krankheiten durch den Bund übernommen. Der ganze übrige Kostenbereich für die Tierseuchenbekämpfung bleibt unangetastet.

Die Befürchtung, dass der einzelne Landwirt vermehrt Kontrollen durchführen und damit vermehrte Kosten tragen müsse, ist nicht berechtigt. Die Kontrollen würden als Stichprobenkontrollen immer durch staatliche Organe vorgenommen; das wäre dann ein Teil des Gesamtaufwandes der Tierseuchenbekämpfung. Im weitesten Sinne könnte freilich sein, dass die Landwirtschaft über vermehrte Prokopfbeiträge einen höheren Anteil an den Kosten der Tierseuchenbekämpfung beisteuern müsste.

**Seiler:** Noch eine Ergänzungsfrage: Der Rinderwahnsinn wird über Futtermittel übertragen. Es wäre also auch Prophylaxe, wenn man dort, wo diese Krankheit auftritt, versucht, die Futtermittel zu überwachen, die in dieses Gebiet importiert werden. Gehört dies zu Ihren Aufgaben?

**M. Riggerbach:** Il n'existe pas de méthode d'analyse fiable permettant de déceler l'agent dans les farines. Celles-ci sont soumises à un contrôle vétérinaire aux frontières. Depuis deux ans, nous avons augmenté les exigences relatives à la fabrication.

**Präsident:** Das Eintreten ist nicht bestritten worden. Wir sind auch dazu gehalten, auf diese Gesetzgebung einzutreten, und können uns der Beratung des Gesetzes zuwenden. Zum Ingress liegen Brief und Antrag der Verwaltung vor, weil hier eine EG-Richtlinie übersehen worden ist.

**Diener:** Diese Richtlinie beinhaltet lebensmittelrechtliche Aspekte und nur einen Teilaspekt der Tierseuchenpolizei, weshalb



wir sie in der ersten Runde übersehen haben. Sie hat keine materielle Änderungskonsequenz am vorliegenden Entwurf.

Die Kommission ist damit einverstanden, diese Richtlinie in das Verzeichnis aufzunehmen.

**Jagmetti:** Ob das Ganze ein Bundesbeschluss oder ein Bundesgesetz sein wird, hängt davon ab, was wir beim Referendum beschliessen. Das sollten wir offen lassen, ebenso die Frage im Ingress, ob wir wirklich alle Richtlinien aufzählen wollen oder ob es nicht reicht, den EWR-Vertrag mit dem entsprechenden Anhang zu erwähnen. In diesem Fall sind gerade aus dem Jahr 1991 schon drei Richtlinien da. Offenbar pflegt die EG auch im Tierseuchenbereich eine aktive Rechtsetzung; es gibt ja mehr als ein Amtsblatt der EG, eine Gesetzessammlung pro Tag, so dass man sich fragen muss, ob wir diese Richtlinien übernehmen wollen. Die SPK befasst sich mit der Sache. Wir sollten diese Frage in der Gesamtabstimmung ausklammern, ebenso die Referendums Klausel, die ja davon abhängt, was wir endgültig beschliessen werden.

**Präsident:** So haben wir es auch in anderen Kommissionen gehalten und die Entscheide der zuständigen Gremien letztlich dem Rat überwiesen.

**Danioth:** Es wäre wichtig, wenn sich die SPK beider Räte über Titel und Ingress, Bundesbeschluss und Bundesgesetz, und über die Formulierung der möglichen Referendumsbestimmungen gesamthaft äussern könnten.

**Präsident:** Titel und Ingress sind soweit behandelt und in der Ausgestaltung offen gelassen.

**Danioth:** Vom rechtsformalen Standpunkt aus haben mich die Ausführungen von Herrn Diener befriedigt, aber man müsste in der Botenschaft verdeutlichen, dass hier ein doppelter Wechsel stattfindet: zum ersten methodisch von der Aufzählung zur generellen Umschreibung der Krankheiten, die in hochansteckende und andere unterteilt werden; zum zweiten die Kompetenzdelegation vom Gesetzgeber auf den Bundesrat.

Ist beides notwendig? Natürlich ist bei den hochansteckenden Krankheiten ein anderer Imperativ zur Bekämpfung da wie bei den übrigen, und der Kostenzwang verlangt eine weitere Abgrenzung der hochansteckenden von den anderen Krankheiten, ob hier die Kantone in Zugzwang geraten oder nicht. Hier soll der Bundesrat etwas viel Kompetenz erhalten.

**Präsident:** Könnte man nicht, auch wenn es puristisch und unschön wäre, den Absatz 1 stehen lassen und im zweiten Absatz diese Unterscheidungsmöglichkeit aufnehmen? Absatz 1 erscheint mir nicht zwingend, so gerechtfertigt der methodische Wechsel ist. Jedoch muss die Unterscheidung, die uns die EG-Richtlinie auferlegt, in Absatz 2 vorgenommen werden.

**Diener:** Grundsätzlich muss man hochansteckende und andere Krankheiten unterscheiden. Dies haben wir in Absatz 2 umschrieben. Die Kriterien in Absatz 1 sind Ausdruck der Rechtssicherheit. Wenn der Gesetzgeber die Seuchen im Gesetz nennt, dann nennt er nicht die Kriterien, nach denen er sie als solche bestimmt. Das ist der Background, vor dem der Gesetzgeber die Auswahl getroffen hätte,



wenn er sie selbst vornähme. Wenn er sie nun an den Bundesrat delegiert, dann aus Gründen der Rechtssicherheit, damit der Bundesrat Leitplanken legt. In diesem Sinne handelt es sich hier eher um eine Einschränkung gegenüber dem geltenden Gesetz, denn dieses sagt, dass der Bundesrat befugt sei, zur Bekämpfung anderer, nicht in Artikel 1 genannter Krankheiten die nötigen Bestimmungen aufzustellen.

**Präsident:** Diese Kompetenz taucht an anderer Stelle wieder auf, wonach der Bundesrat bei überraschend auftretenden, nicht erfassten und nicht genannten Krankheiten ebenfalls aktiv werden kann.

**Diener:** Das ist die Notkompetenz in Absatz 3, der in den Artikel 57 übertragen wurde.

**Jagmetti:** Mir gefällt das optisch nicht. Der Gesetzgeber beginnt damit, zu delegieren. Der erste Satz dieses Gesetzes lautet: "Der Bundesrat bezeichnet die einzelnen Seuchen." Wir sollten zunächst einmal sagen, was wir unter Seuchen verstehen. Der Gesetzgeber muss doch wissen, was er regeln will. Danach kann er allenfalls delegieren, aber nicht vorher.

**Diener:** Die Anregung ist im Rahmen der Redaktion prüfenswert.

**Präsident:** Es geht hier um mehr als um eine redaktionelle Frage, und das können wir unter dem Vorbehalt der Übersetzung ins Französische hier beschliessen.

**M. Petitpierre:** J'approuve la proposition Jagmetti tant en ce qui concerne la rédaction que le fond. A mon avis, le respect de la logique et de la symétrie de ce référendum sont essentielles. Si la double catégorie s'avère indispensable dans le but de respecter l'engagement international, ce fait sera nécessaire et suffisant. Il s'agit de rédiger la proposition Jagmetti et de la voter afin qu'elle ne puisse plus être modifiée par la commission de rédaction.

**Präsident:** Herrn Jagmettis Vorschlag löst die grundsätzliche Frage noch nicht, ob die Änderung in Absatz 1 überhaupt stattfinden muss. Erst wenn man diese Frage bejaht, kann man eine verbesserte Formulierung treffen und darüber entscheiden.

**Danioth:** Durch die uns vom Acquis communautaire aufgezwungene Unterscheidung in die beiden Kategorien "hochansteckende Krankheiten und andere" muss es jemanden geben, der diese Unterscheidung trifft. Gegenfrage: Wenn man Absatz 1 stehen gelassen hätte, wären diese 17 Krankheiten alle hochansteckend gemäss dem neuen Absatz 1, und gibt es allenfalls auch andere?

Des weiteren unterstütze ich das Votum von Herrn Jagmetti. Wir können ohne weiteres den Anfang der bisherigen Einleitung behalten und mit der neuen kombinieren: "Tierseuchen im Sinne des vorliegenden Gesetzes sind folgende übertragbare Tierkrankheiten, die:..." und erst in Absatz 2 den Bundesrat einführen: "Der Bundesrat unterscheidet..."

**Seiler:** Noch eine Frage: Haben nicht in der Vergangenheit verschiedentlich EG-Länder den schweizerischen Viehexporteurern Schwierigkeiten gemacht haben, weil wir unser Gesetz nicht an die EG-Rechte angeglichen haben? Zum Beispiel hat Italien bei der



Einfuhr von Hornvieh auf unsere Gesetzgebung hingewiesen und die Einfuhr nicht erlauben wollen. Sollten wir von daher nicht doch etwas weitergehen, als das EWR-Recht verlangt?

**Gafner:** Tatsächlich haben wir beim Export von Zuchtvieh mit Italien in regelmässigen Abständen unsere Schwierigkeiten, aber weniger wegen der Gesetzeslage. Vielmehr hat man sich dort immer wieder hinter neuen Richtlinien versteckt, obwohl wir mit Italien eine Veterinärkonvention, einen bilateralen Staatsvertrag, haben. Als zum Beispiel die Rinderleukose bei uns noch nicht anzeigepflichtig war, wurde uns das Leben schwergemacht. Sobald Italien kein schweizerisches Vieh mehr wollte, hat es auf die strengere EG-Vorschrift verwiesen.

**Präsident:** Der Widerstand gegen eine Änderung des alten Wortlauts scheint sich gemildert zu haben. Namentlich wegen der Unterscheidung in hochansteckende und andere Krankheiten ist es sinnvoll, den Artikel 1 neu zu fassen und systematischer aufzubauen.

**M. Salvioni:** Le Conseil fédéral définit les maladies puis il distingue entre les maladies hautement contagieuses (bezeichnet und umschreibt).

**Präsident:** Vorbehaltlich einer Feinumschreibung und der Übersetzung müsste die Einleitung zu Artikel 1 Absatz 1 lauten: "Tierseuchen im Sinne des vorliegenden Gesetzes sind übertragbare Krankheiten, die..."

**Diener:** Es sollte doch "Tierkrankheiten" heissen.

**Präsident:** Einverstanden. Die Einleitung zu Artikel 1 Absatz 2 würde dann lauten: "Der Bundesrat bezeichnet die einzelnen Seuchen. Er unterscheidet dabei hochansteckende Seuchen und andere Seuchen."

Die Herren Petitpierre und Martin sind einverstanden.

**Präsident:** Dann ist das so beschlossen. Wegen der Unterscheidung in hochansteckende und andere Seuchen ist es systematisch richtig, die Ziele der Seuchenbekämpfung in Artikel 1a zu fassen.

**M. Petitpierre:** En français, il s'agit de noter "doit être" au lieu de "sont à" pour éviter un germanisme.

**Präsident:** Eine Anpassung in der französischen Sprache also. Beim Artikel 9 Grundsatz habe ich bereits gefragt, warum es nicht heisst: "...um die Entstehung und Ausdehnung einer Seuche..."? Warum soll der Grundsatz nur auf die "Ausdehnung" begrenzt sein und nicht auch die "Entstehung" erfassen?

**Diener:** Dieser erweiterte Wortlaut wäre sinnvoll. Wir haben uns soweit möglich an den alten Text gehalten und nur das geändert, was aufgrund der neuen Systematik notwendig ist; im alten Artikel steht eben nur "Ausdehnung". Wir könnten uns also dem Vorschlag anschliessen, zumal der Gesichtspunkt der Prophylaxe in der EG sehr betont wird. Der Vorschlag würde das Problem an der Wurzel lösen und nicht erst durch Kontrollen und Schikanen an der Grenze.



**Präsident:** Gibt es Bedenken gegen die Ergänzung von Artikel 9 um die Formulierung: "...um das Auftreten und die Ausdehnung einer Seuche zu verhindern"?

**M. Salvioni:** Ce principe n'est-il pas déjà prévu à l'article 10 alinéa 3? (Le Conseil fédéral prend des dispositions qui permettent de prévenir et de combattre...).

**Präsident:** Das ist sicher richtig. Nachher folgt die detaillierte Ausführung zu diesem Grundsatz. Aber hier geht es um den Grundsatz, und es ist zweckmässig, diese Ergänzung vorzuziehen.

Die Kommission stimmt der Ergänzung zu.

**Präsident:** Eine Frage noch: Warum ist: "...zum Schutze der Gesundheit von Menschen und Tieren angezeigt erscheinen" aus dem alten, deutlich längeren Artikel 9 weggefallen?

**Diener:** Wir haben den Artikel 9 mit den Kriterien nach Artikel 1 Absatz 1 in Zusammenhang gebracht, wo wir zwischen Zoonosen, Krankheiten also, die auch den Menschen befallen, und den übrigen Krankheiten, die nur für Tiere relevant sind, unterscheiden.

**Präsident:** Zum Artikel 9a (neu) Absatz 2b eine Frage: Ist "unschädlich beseitigen" ein geläufiger Terminus technicus?

**Diener:** In einer Gesamtrevision und vollständigen redaktionellen Neugestaltung werden wir das eher so umschreiben: "...abgetan und so beseitigt wird, dass kein Schaden entstehen kann". Der alte Terminus wird aber noch an anderen Stellen im Gesetz verwendet, die heute nicht zur Debatte stehen.

**Salvioni:** Ich hätte gern einige Beispiele für diese unschädliche Beseitigung. Kann man vielleicht das Fleisch verkaufen, nachdem die Tiere getötet worden sind?

**M. Riggenschach:** En cas d'épizooties majeures, les animaux sont tués et détruits. En allemand, on fait la distinction entre "schlachten" qui veut dire abattre et mettre à profit la viande, et "töten" qui veut dire tuer et détruire.

**M. Petitpierre:** Le terme de destruction de façon dédommageable figure dans le texte actuel, il faut donc le maintenir.

**Präsident:** So genehmigt.  
Zu Artikel 10 Absatz 1 Ziffer 7: Auch hier wird wohl bei einer Totalrevision des Gesetzes dieser neuen Aufgabe ein eigener Absatz gegeben.

**M. Riggenschach:** Les cantons procèdent chaque année à un examen du lait de toutes les étables. Des contrôles ponctuels sont effectués pour déceler les maladies.

**Präsident:** Keine Bemerkungen zu Artikel 13 Absatz 3 (neu).

**Al. 31 Abs. 3:**  
**Gemperli:** Bedeutet Artikel 31 Absatz 1, dass die Kantone zu ihren Lasten Entschädigungen und Bekämpfungskosten voll zu übernehmen



haben? Dann könnten die Tierhalter nicht mehr vorher dazu herangezogen werden, einen Teil an die Tierseuchenkassen zu bezahlen.

**Diener:** Wir haben diesen mit dem alten Wortlaut fast identischen Artikel 31 immer so verstanden, dass sich die Regelung auf das Verhältnis zwischen Bund und Kantonen bezieht. Das schliesst aber nicht aus, dass der Kanton sich Mittel auch auf andere Weise beschafft. Ob er dies über Tierseuchenkassen oder aus Steuermitteln macht, wird hier nicht tangiert und ist kantonales Recht.

**Präsident:** Also ändert sich am Status quo nichts. Artikel 31 Absatz 3 enthält nun die Neuerung, wonach der Bund die Entschädigungen für Tierverluste durch hochansteckende Seuchen zu leisten habe. Mein Antrag läuft darauf hinaus, diese Bestimmung zu streichen. Sie hat mit Eurolex nichts zu tun. Die EWR-Richtlinie schreibt lediglich vor, dass der Staat eine Entschädigung leisten muss, aber sie lässt völlig offen, welche staatliche Instanz dafür zuständig ist. Es muss nicht zwingend der Bund sein. Man sollte also diese Änderung wieder bei der Totalrevision aufgreifen und dort verwirklichen. Überdies hoffe ich, dass nach den letzten zehn Jahren auch in den nächsten zehn Jahren, mindestens aber bis zum Inkrafttreten eines solchen total revidierten Tierseuchengesetzes weder die Kantone noch der Bund mit einer hochansteckenden Seuche konfrontiert werden.

**Gemperli:** Nun wird aber durch die EWR-Neuregelung der Umfang der Vergütung und somit die finanzielle Last für das Gemeinwesen stark vergrössert. Die Prophylaxe in Form von Impfung fällt jetzt weg. Folglich kann man beides als unmittelbare Folge des EWR ansehen. Damit wäre es durchaus angängig, den Bund für solche Entschädigungen als den Zahlenden zu nennen. Wenn man nicht so weit gehen möchte, könnte man einfach sagen: Der Bund kann Beiträge für Tierverluste durch hochansteckende Seuchen leisten.

**Frau Simmen (zu Herrn Riggenbach):** Sie haben vorhin auf das Kosten-Nutzen-Verhältnis zwischen Impffaktoren und allfälligen Ausmerzaktionen hingewiesen. Wer hat diese Impfungen jeweils bezahlt? Bund, Kantone oder Eigentümer?

**M. Riggenbach:** Les budgets annuels des caisses cantonales des épizooties atteignent environ 20 milliards de francs pour toute la Suisse. L'élimination d'un troupeau moyen coûte environ 100'000.- francs. Si une épizootie apparaît dans un petit canton et qu'elle touche une dizaine de cas, les frais peuvent s'élever jusqu'à 1 million de francs à la charge d'une seule caisse cantonale.

**M. Petitpierre:** Le critère essentiel reste celui de l'obligation. Est-ce le cas? Il est question de régionalisation. Je me demande si l'introduction de la notion de "région" ne devient pas impérative pour créer une autorité supérieure à l'autorité cantonale qui peut attribuer le devoir d'indemniser. C'est à mon avis le seul argument valable - sinon, il faut y renoncer.

**M. Salvioni:** Les maladies contagieuses représentent un danger non seulement pour le canton où sévit la maladie mais pour toute la Suisse. C'est la raison pour laquelle je pense qu'il est juste que la Confédération assume tout ou partie des dommages qui touchent les éleveurs concernés. Dans les cas de maladies qui ne



sont pas hautement contagieuses, les dangers se limitent aux régions, on peut donc demander aux cantons de les assumer.

**Präsident:** Mich vermag das nicht zu überzeugen. Die Seuchen selbst hat es auch vor der Unterscheidung zwischen hochansteckenden und anderen Krankheiten gegeben. Bisher mussten bei Ausmerzungen die Kantone dafür einstehen. Warum das jetzt ändern? Auch die Frage der regionalen Auffächerung, von der noch wenig zu sehen ist, ist längst kein Grund zu einer Zentralisierung der Aufgaben und der Finanzierung.

**Iten:** Aus dem Regimewechsel, der letztlich vorgenommen wird, könnte durchaus folgen, dass bei kleineren Kantonen die Übernahme der Finanzleistung durch den Bund geboten wäre, und zwar besonders dann, wenn interkantonale beziehungsweise regionale Ausmerzungen notwendig wären. Hierfür wäre die vorgeschlagene Lösung tatsächlich angebracht.

**Gafner:** Die EG kennt ein ähnliches Gefäss, woraus sie Gelder nimmt. Sie hat die gleichen Überlegungen wie hier zentral gemacht. Ein praktisches Beispiel: Italien hat noch 1989 einen Maul- und Klauenseuchenzug gehabt. Wahrscheinlich haben 100 Millionen Franken nicht ausgereicht, um den Schaden zu begleichen. Als die EG einsah, dass Italien nicht aus eigener Kraft vorwärtsmacht, hat sie die Bezahlung, aber auch den Befehl übernommen. Es ist in der Schweiz von nationaler und europäisch von supranationaler Bedeutung, dass solche verseuchten Regionen möglichst schnell gesäubert werden. Bei unserem Lösungsvorschlag könnte man übrigens den Kantonen noch befehlen, schneller vorzugehen.

#### Abstimmung - Vote

Wer ist für die Streichung von Artikel 31 Absatz 3?

Dafür	4 Stimmen
Dagegen	6 Stimmen

Mit 6:4 Stimmen hat die Kommission beschlossen, dass dieser Absatz im Gesetz verbleibt.

**Präsident:** Bemerkungen zu Artikel 32 Entschädigungen für Tierverluste?

**Seiler:** Warum hat man Artikel 32 Absatz 1bis neu eingefügt? Kann jemand ein Beispiel für die sogenannten "ändern Seuchen" geben, bei denen keine Entschädigungen vom Bund bezahlt werden?

**M. Riggerbach:** L'article premier énumère toutes les maladies. Dans certains cas, il n'y a pas de dédommagement pour les animaux qui ont déjà succombé au moment où la maladie est déclarée. Tel est le cas pour toutes les maladies énumérées à partir du chiffre 11.

L'article 32 de la loi actuelle stipule que "des indemnités, sont allouées lorsque des animaux succombent à l'une des maladies énumérées à l'article 1er, 1er alinéa, chiffres 1 à 10."

**Diener:** Im jetzigen Artikel 32 wird gesagt, wann entschädigt werden muss. Dazu hat der Artikel 1 den Bundesrat ermächtigt, weitere Krankheiten zu regeln, und bei diesen Krankheiten hat er bisher jeweils gesagt, in welcher Situation entschädigt wird. In



der Neuregelung von Artikel 32 ist der Grundsatz, dass bei hochansteckenden Krankheiten bezahlt wird, und zwar vom Bund. Bei den übrigen Krankheiten, die beim Kanton verbleiben, soll wie heute gezielt in Bezug auf Risikolage, auf Seuchen- und Interessenlage gesagt werden, was an Entschädigung ausgerichtet werden muss.

Auf Vorschlag des Präsidenten wird die Klammer in Artikel 32 Absatz 1bis gestrichen.

Die Artikel 33, 42 und 57 werden genehmigt.

Die Schlussbestimmungen werden wegen der Referendumsfrage offen gelassen.

Die Berichterstattung im Rat übernimmt Herr Seiler.

Gesamtabstimmung - Vote sur l'ensemble

Wer stimmt dem Gesetz mit den hier und heute vorgenommenen Änderungen zu?

Dafür

Einstimmigkeit

(Kurzer Unterbruch der Sitzung)



ANHANG

Bundesamt für Veterinärwesen  
Office vétérinaire fédéral  
Ufficio federale di veterinaria

3097 Liebfeld-Bern 17. August 1992

Schwarzenburgstr. 161  
☎ 031/598111Direktwahl: 031 970 84 96  
Telex 33877 bvct ch  
Telefax 031/598522 Fax 970 85 90Ihr Zeichen  
Votre signe  
Vostro segnoIhre Nachricht vom  
Votre communication du  
Vostra comunicazione delKommission für Wissenschaft,  
Bildung und Kultur des Ständerats  
Sekretariat Fachdienst IV  
Bundeshaus

3003 Bern

Unser Zeichen  
Notre signe  
Nostro segno DiBetrifft  
Concerne **EUROLEX: 92.057 2 sn Änderung Tierseuchengesetz;  
Ergänzung des Entwurfs für einen Bundesbeschluss**Sehr geehrter Herr Präsident,  
sehr geehrte Dame,  
sehr geehrte Herren

Am 21. August 1992 ist in Ihrer Kommission die Vorberatung des Bundesbeschlusses über die Änderung des Tierseuchengesetzes traktandiert. Bei der Vorbereitung dieser Sitzung in unserem Amt stellten wir fest, dass im Ingress des Entwurfes für die Änderung des Tierseuchengesetzes eine EG-Richtlinie aus dem "Acquis communautaire" nicht erwähnt ist, welche eine tierseuchenpolizeiliche Aufgabe regelt.

Wir gestatten uns, Ihre Kommission auf die Unterlassung hinzuweisen und bitten Sie, eine entsprechende Ergänzung zu beschliessen.

Die Ergänzung des Ingresses betrifft die EG-Richtlinie:

*Nr. 91/495 des Rates vom 27. November 1990<sup>1)</sup> zur Regelung der gesundheitlichen und tierseuchenrechtlichen Fragen bei der Herstellung und Vermarktung von Kaninchenfleisch und Fleisch von Zuchtwild*

1) EWRS I-34.01; ABl. Nr. L 268 vom 24.9.91, S. 41

Nach Artikel 11 dieser EG-Richtlinie muss der Gesundheitszustand von Kaninchen und Zuchtwild regelmässig überprüft werden. Die gesetzliche Grundlage zur Erfüllung dieser Aufgabe ist in Artikel 10 Absatz 1 Ziffer 7 des Entwurfes für die Änderung des Tierseuchengesetzes bereits vorgesehen. Der Gesetzesentwurf bedarf daher keiner weiteren Änderungen im Zusammenhang mit der Ergänzung des Ingresses.

Mit freundlichen Grüssen

BUNDESAMT FÜR VETERINÄRWESEN  
Der Direktor:

Prof. Dr. P. Gafner

Kopie zK an:

Generalsekretariat EVD



**Ständerat**

Kommission für Wissenschaft, Bildung und Kultur

**92.057 - 2 sn      Tierseuchengesetz**

---

Antrag der Verwaltung  
vom 20. August 1992

Ergänzung des Ingresses um die EG-Richtlinie 91/495:

Nr. 91/495 des Rates vom 27. November 1990<sup>1</sup> zur Regelung der gesundheitlichen und tierseuchenrechtlichen Fragen bei der Herstellung und Vermarktung von Kaninchenfleisch und Fleisch von Zuchtwild

<sup>1</sup> EWRS 1-34.01; ABl. Nr. L 268 vom 24.9.91, S. 41

**Conseil des Etats**

Commission de la science, de l'éducation et de la culture

**92.057 - 2 én      Loi fédérale sur les épizooties**

---

Proposition de l'administration  
du 20 août 1992

Complément de la préambule par la directive No 91/495:

No 41/495 du Conseil, du 27 novembre 1990<sup>1</sup> concernant les problèmes sanitaires relatifs à la production et à la mise sur le marché de viandes de lapin et de viandes de gibier d'élevage.

<sup>1</sup> REEE 1-34.01; JOCE No L 268 du 24.9.91, p. 41



**STÄNDERAT**

Kommission für Wissenschaft, Bildung und Kultur

92.057 - 2 sn      **Tierseuchengesetz**

---

**Antrag der Kommission**

vom 20. August 1992

**Art. 1, Abs. 1**

<sup>1</sup> Tierseuchen im Sinne des vorliegenden Gesetzes sind folgende Tierkrankheiten:

a. auf den Menschen ...

<sup>2</sup> Der Bundesrat bezeichnet die einzelnen Seuchen. Er unterscheidet ...

**CONSEIL DES ETATS**

Commission de la science, de l'éducation et de la culture

92.057 - 2 én      **Loi fédérale sur les épizooties**

---

**Proposition de la commission**

du 20 août 1992

<sup>1</sup> Sont considérées comme épizooties dans le sens de la présente loi les maladies animales qui:

a. peuvent se transmettre à l'homme ...

<sup>2</sup> Le Conseil fédéral désigne les épizooties. Il distingue ...



**Ständerat**

Kommission für Wissenschaft, Bildung und Kultur

**92.057 - 2 sn      Tierseuchengesetz**

---

**Antrag Onken**

vom 20. August 1992

**Art. 31, Abs. 3 (neu)**

Streichen

**Begründung:**

Die hier vorgeschlagene Uebernahme von bestimmten Kosten durch den Bund stellt mitnichten eine Notwendigkeit dar, die sich irgendwie aus dem Gemeinschaftsrecht ableiten liesse. Sie ist vielmehr eine rein nationale Disposition, die im eng zu fassenden Eurolex-Verfahren keinen Platz hat.

**Conseil des Etats**

Commission de la science, de l'éducation et de la culture

**92.057 - 2 én      Loi fédérale sur les épizooties**

---

**Proposition Onken**

du 20 août 1992

**Art. 31, al 3 (nouveau)**

biffer



Vertraulich/Confidentiel

3003 Bern, 24. August 1992

STÄNDERAT  
Kommission für Wissenschaft, Bildung und Kultur

---

TEILPROTOKOLL 2      der Sitzung vom 20. August 1992,  
09.45 - 18.15 Uhr,  
in Bern, Parlamentsgebäude, Zimmer 4

TAGESORDNUNG

1. 92.051 s Forschungs- und Bildungsprogramme der EG 1993 - 1996  
(Siehe Hauptprotokoll)
2. Eurolex: 92.057 - 2sn Tierseuchengesetz  
(Siehe Teilprotokoll 1)
3. Eurolex: 92.057 - 27 sn Bundesgesetz über die Sicherheit von technischen Einrichtungen und Geräten

ORDRE DU JOUR

1. 92.051 é Programmes de recherche et d'éducation des CE 1993 - 1996  
(Voir procès-verbal principal)
2. Eurolex: 92.057 - 2 én Loi sur les épizooties  
(Voir procès-verbal particulier 1)
3. Eurolex: 92.057 - 27 én Loi fédérale sur la sécurité d'installations et d'appareils techniques

TEILNEHMER      Präsidium: Onken

Anwesende Mitglieder: Petitpierre, Cottier, Danioth, Gemperli, Iten, Jagmetti, Martin, Morniroli, Salvioni, Seiler, Simmen

Entschuldigt: Cavadini

Weitere Teilnehmer:

M. Moser, Vizedirektor BSV

P. Schlegel, BSV

H. Hertig, BAWI

A. Sutter, Ing. ETH, Mitglied der eidg. Kommission für techn. Einrichtungen und Geräte (EKTEG)

M. Rossinelli, Eurolex, BJ (zeitweise)

Kommissionssekretariat: Elisabeth Barben

Protokoll: Charles Lombard (d)

Claude-Josée Bütikofer (f)



### 3. 92.057-27 sn Bundesgesetz über die Sicherheit von technischen Einrichtungen und Geräten

**Moser:** Das Bundesgesetz über die Sicherheit von technischen Einrichtungen und Geräten (STEG) wird vom Bundesamt für Sozialversicherung, Sektion Unfallversicherung und Unfallverhütung betreut, da sich das Gesetz auf sämtliche Einrichtungen und Geräte, die in der Schweiz in Verkehr gebracht werden, bezieht, nicht nur auf diejenigen, die in den Betrieben verwendet werden und dadurch einen Zusammenhang zur obligatorischen Unfallversicherung haben (die eigentliche Durchführung der Unfallverhütung ist, soweit sie nicht bei den Kantonen liegt, bei der Suva angesiedelt). Es werden Vorschriften aufgestellt und diese von einer bei der Suva angesiedelten Kommission für die Sicherheit technischer Einrichtungen und Geräte (EKTEG) für die einzelnen Branchen und Geräte konkretisiert. Das heutige Gesetz sieht Kontrollen und als Sanktion Verkaufsverbote und Strafbestimmungen vor. Der Geltungsbereich deckt sich ungefähr mit der Neuerung, die wir zu übernehmen haben, der Maschinenrichtlinie der EG. Der schweizerische Geltungsbereich ist etwas weiter. Grundsätzlich müssen wir das Konformitätsbewertungsverfahren der EG übernehmen. Es führt zu einem Gütezeichen auf den Geräten, das die Grundlage für den freien Verkehr bildet. Es handelt sich nicht um eine Polizeierlaubnis einer Behörde, sondern um ein Verfahren, bei dem der Hersteller in Eigenverantwortung prüfen muss, ob er den geltenden materiellen Vorschriften genügt. Ähnlich wie bei unserem Gesetz erfolgt eine nachträgliche Marktkontrolle ("Global approach"). Beim "New approach" hingegen geht es um die Frage, wie diese materiellen Richtlinien zustande kommen. Diesbezüglich entspricht die Entwicklung in der EG der unsrigen. Früher bestand die Tendenz, diese technischen Vorschriften in allen Details vorzuschreiben, während heute wegen der rasanten Entwicklung nur die Grundsätze festgelegt werden und die konkreten Normen von Fachorganisationen ausgearbeitet werden.

**M. Petitpierre:** Je suis d'accord avec l'entrée en matière. Ici aussi se pose la question de savoir si quelque chose dépasse les exigences de l'EEE. Dans le domaine non normalisé, est-ce une chose liée à l'EEE ou non?

**Jagmetti:** Stimmt der vorliegende Vorschlag mit jenem über die Produkthaftpflicht überein?

**Simmen:** Zu Artikel 4 Absatz 2: Bitte mit einem Beispiel konkretisieren.

**Sutter:** Die Maschinenrichtlinie ist Bestandteil des EWR-Vertrages.  
Es wäre mir nicht bekannt, dass mehr als nur das Notwendige geändert worden wäre.

**Moser:** Es handelt sich insofern um eine indirekte Ausweitung, als wir die Methoden der EG für unseren etwas weiteren Geltungsbereich übernehmen. Die Richtlinie spricht nur von Maschinen, während bei uns auch Werkzeuge darunter fallen. Man hat sich in diesem Bereich bereits bisher stark an der EG orientiert.



**M. Petitpierre:** Je suis prêt à me laisser convaincre. Il ne serait certes pas très censé de ne pas s'occuper du domaine non harmonisé mais il n'est pas imposé par le droit en matière d'EEE - sauf la réserve des conventions et des engagements internationaux plus sévères (art. 4, chiffre 12 du message).

**Moser:** (Auf eine Frage von Herrn Jagmetti) Es trifft zu, dass es - ausser bei den in Anhang 4 erwähnten "besonders gefährlichen Maschinen" - keine generellen Abnahme- oder Bewilligungspflichten gibt. Der Hersteller muss im Prinzip eine Konformität bescheinigen, und zwar nicht mit Normen, sondern mit den grundlegenden Sicherheitsanforderungen. Dazu gehört eine klar umschriebene Dokumentation. Die Selbstverantwortung wird in den Vordergrund gerückt. Die Behörden haben nur noch nachzuprüfen, ob die Hersteller ihren Verpflichtungen nachkommen. In diesem Sinne wird die bestehende Praxis des STEG verschärft. Dies stellt auch eine gewisse Hilfe für die Durchsetzung des Produkthaftpflichtgesetzes dar. Wir haben diese beiden Richtlinien im Bereich der Maschinen immer in gegenseitiger Ergänzung gesehen.

(Zu Frau Simmen) Die Bestimmung soll die Sicherheit der Menschen gewährleisten. Der Staat soll mindestens theoretisch die Möglichkeiten haben, in besonderen Situationen strengere Vorschriften zu machen.

**Simmen:** Besteht keine Gefahr, dass dies von EG und EWR als Protektionismus interpretiert würde?

**M. Petitpierre:** A mon avis, le champ d'application n'est pas nécessairement le même dans les deux domaines. Nous avons ici des règles de diligence objective (ce qui doit être fait), dans la responsabilité du produit, on a la sanction relative aux indemnités et l'obligation de résultat (responsabilité causale). Si les normes n'ont pas été observées, il y aura probablement davantage une faute en termes de responsabilité qui viendra s'ajouter à la responsabilité causale mais il me semble qu'il n'y a aucun conflit, le champ d'application de la convention sur la directive en matière de produits étant plus vaste puisqu'elle touche tous les produits. Nous avons donc une obligation de diligence, dans l'autre cas, nous avons une obligation de résultat qui est sanctionnée par des dommages-intérêts.

**M. Jagmetti:** La question se pose de savoir s'il y a une preuve libératoire selon laquelle on peut se libérer de sa responsabilité en prouvant avoir suivi les règles de diligence.

**M. Petitpierre** précise qu'il n'est pas possible d'échapper à la responsabilité du fait des produits pour avoir observé ces règles. Par contre, si ces règles n'ont pas été observées, on est mal pris.

**Präsident:** Die Schweiz hat auf diesem Gebiet einen hohen Standard. Bedeutet die nun geforderte Anpassung diesbezüglich einen Gewinn oder einen Verlust?



**Sutter:** Diese Frage hat uns oft beschäftigt. Die EG hat beschlossen und wacht auch darüber, dass die Harmonisierung auf einem hohen Niveau erfolgen soll. In der Schweiz wird sich aber die Sicherheit in der Breite verbessern. Es ist eine Tatsache, dass wir von der Behörde her nicht in der Lage sind, in allen Bereichen den gleichen Sicherheitsstand zu erreichen. Mit den harmonisierten europäischen Normen wird die Voraussetzung für eine viel breitere Beachtung geschaffen, weil der Binnenmarkt sehr gross ist und sich jeder Hersteller fragen muss, ob er das Risiko eines Verkaufsverbotes in Kauf nehmen kann, wenn er die Standards nicht befolgt. Der Weg zu einem solchen Verbot ist allerdings recht aufwendig. Wahrscheinlich wird sich auch rasch eine Kultur entwickeln, die sich gegen Hersteller richtet, die sich nicht an die Standards halten. Wer sich nicht Normenkonform verhält, muss sich gemäss Anhang 4 einer EG-Baumusterprüfung unterziehen. Es ist möglich, dass es Geräte geben wird, bei denen beim technischen Sicherheitsstand zurückbuchstabiert werden wird. Daraus folgt aber nicht unbedingt, dass das Unfallgeschehen zunehmen wird. Ein wichtiger Faktor ist diesbezüglich die Benutzerinformation, die ein Element der Produkthaftpflichtvorschrift ist. Gemäss einer Norm müssen Benutzerangaben in einer verständlichen Art und Weise formuliert sein.

**M. Salvioni:** Quelle est la raison d'une réduction des normes de sécurité, alors que l'article 4 alinéa 2 stipule la réserve de toutes les dispositions en vigueur sur la sécurité des appareils en Suisse?

**Sutter:** Es kann im technischen Bereich gewisse Richtlinien geben, (Decas, Holzverordnung) die in der europäischen Norm nicht in gleicher Weise gehandhabt werden. Einen kritischen Punkt sehen wir bei den Baukreissägen, bei denen wir dank neuer Schutzhauben im letzten Jahr bei den Anwendern einen sehr deutlichen Rückgang von Unfällen feststellen konnten. Wir setzen uns natürlich international dafür ein, dass diese Erkenntnisse in die Normengebung einfließen.

**Hertig:** Bei den rechtlich verbindlichen Vorschriften werden keine Konzessionen gemacht. Die technische Konkretisierung der Normen hingegen ist freiwillig und kann von den Herstellern befolgt werden oder auch nicht. Es ist nicht sicher, ob diese Auslegung des Standes der Technik in der Schweiz und im künftigen Europa gleich sein wird. Die Normen werden im harmonisierten Bereich gesamteuropäische Gültigkeit haben. Beim nichtharmonisierten Bereich geht man nach den Artikeln 11 und 13 des EWR-Vertrages davon aus, dass ein Produkt, das die Bestimmungen eines EWR-Landes erfüllt, in den anderen Ländern zugelassen ist, ausser es sprächen Gründe des öffentlichen Interesses dagegen.

**Jagmetti:** Das Gesetz ist nicht eine Alternative zu Arbeitnehmerschutz gemäss OR, Arbeitsgesetz und Unfallversicherungsgesetz, sondern wird kumulativ zum Umweltschutzgesetz angewendet.

#### Detailberatung

**Titel und Ingress**  
Keine Bemerkungen



**Artikel 2 Absatz 3**

**M. Petitpierre:** En français, le texte est incompréhensible. Il y a lieu de mentionner "en vue de fixer les exigences essentielles".

**Artikel 3 Absatz 1**

Keine Bemerkungen

**Artikel 3 Absatz 2**

**Sutter:** Das Detail des Nachweises wird in der Verordnung präzisiert. Der Hersteller ist nicht verpflichtet, ein solches Dossier zum vornherein zu führen, aber er muss in der Lage sein, dies innert nützlicher Frist zu tun.

**Artikel 4 Absatz 1**

**M. Petitpierre:** Je pars de l'idée que le Conseil fédéral définit les exigences essentielles de sécurité conformément au droit de l'EEE, naturellement pour le domaine normalisé, mais qu'il tiendra aussi compte de l'ensemble du droit sur l'EEE pour les domaines qui ne seraient pas normalisés. Au chiffre 12 et dans le commentaire de l'article 4 il est mentionné qu'il est aussi question des domaines non harmonisés. Il n'y aurait donc pas de problèmes de débordement par rapport aux exigences de l'EEE.

**Artikel 4 Absatz 2**

**Jagmetti:** Antrag: (Text siehe Anhang): Mit Absatz 2 soll zum Ausdruck gebracht werden, dass andere Vorschriften kumulativ und nicht alternativ zu diesen Anwendung finden. Die Umschreibung ist in dieser Bestimmung aber zu eng. Man wird sagen, das Umweltschutzgesetz, die Luftreinhalteverordnung und die Lärmschutzverordnung seien keine "speziellen Bestimmungen". Es handle sich um gleichwertige Regelungen, die nebeneinander Anwendung finden. Das Wort "speziell" ist deshalb zu streichen. Zudem handelt es sich, unabhängig von dieser internationalen Bindung, um geltendes Recht. Die Einschränkungen sind deshalb wegzulassen.

**Schlegel:** Man wollte klarstellen, dass Bestimmungen, die weiter gehen aber keine Handelshemmnisse darstellen, möglich sind.

**Jagmetti:** Ob sich aus Umweltschutzgesetz, Luftreinhalteverordnung und Lärmschutzverordnung mit Bezug auf Heizanlagen Handelshemmnisse ergeben oder nicht, ist Sache der Umweltschutzgesetzgebung. Das müssen nicht wir hier ausschliessen. Das gleiche gilt für das Arbeitsrecht.

**Moser:** Es fragt sich, ob am Schluss nur noch generell auf unser innerstaatliches Recht verwiesen werden kann.

**M. Petitpierre:** J'ai compris ce qui suit: Les produits de l'EEE qui correspondent aux exigences de la loi sur l'EEE doivent pouvoir entrer même s'ils ne correspondent pas à nos exigences supplémentaires. Nous pouvons imposer aux producteurs suisses de faire mieux. Nous pouvons imposer aux exportateurs extérieurs à l'EEE (GATT réservés) des normes supérieures.



**Hertig:** Es stellt sich die Frage, ob der ganze Artikel gestrichen werden sollte. Wenn wir die EG-Richtlinien übernehmen, werden sie nationales Recht, das für Produkte aus der Schweiz und dem EWR gilt. Wir sind nicht berechtigt, aufgrund anderer internationaler Verpflichtungen Diskriminierungen je nach Ursprung des Produktes vorzunehmen.

Für Produkte, für die im EWR-Raum die Richtlinien harmonisiert sind, enthalten diese die nötigen Vorbehalte, damit auch gegen ein Produkt, das die Norm erfüllt, Massnahmen ergriffen werden können. In diesem Bereich brauchen wir diesen Artikel deshalb nicht. Und im nicht harmonisierten Bereich gilt Artikel 13 des EWR-Vertrages, der in ähnlichen Worten umschreibt, dass zusätzliche Massnahmen erlassen werden können. Wenn dies in diesem Gesetz noch einmal mit einem etwas anderen Wortlaut umschrieben wird, können sich Auslegungsprobleme ergeben. Dass andere Gesetze, die anderen Zwecken dienen, vorbehalten sind, muss hier nicht gesagt werden.

**Salvioni:** In welchen Fällen sind die anderen Gesetze trotzdem anwendbar?

**Hertig:** Im Geltungsbereich dieses Gesetzes ist es möglich, in Ausnahmefällen gemäss einer Schutzklausel zu sagen, dass das Produkt, obwohl es die Vorschriften erfüllt, gleichwohl ein Sicherheitsproblem darstellt, und es kann eine Massnahme angewendet werden. Das Schutzklauselverfahren ist in den Richtlinien selbst vorgesehen, es ist deshalb nicht nötig, es ins Gesetz zu schreiben.

**Salvioni:** Man muss aber beweisen, dass es sich um eine notwendige Schutzklausel handelt und nicht um ein Handelshemmnis.

**Hertig:** In den jeweiligen Sekundärrechtsakten (Maschinenrichtlinie, Druckbehälterrichtlinie, Gasgeräte richtlinie) gibt es immer einen solchen Vorbehalt.

Nach kurzer Diskussion stellt die Kommission fest, dass bezüglich der Auslegung des Artikel Unsicherheiten bestehen, und verlangt von der Verwaltung eine Überarbeitung. Der neue Vorschlag wird auf dem Zirkularweg behandelt.

#### Artikel 4a (neu)

**M. Salvioni:** Il y a une différence importante entre le texte français et le texte allemand "erlassen werden" - "qui ont été édictées".

**Moser:** Es geht immer um den harmonisierten Bereich, nicht nur in dieser Bestimmung. Hier wird unterschieden, ob der Hersteller die Norm als solche direkt anwendet, oder ob er, auch wenn er dies nicht tut, trotzdem die grundlegenden Sicherheitsanforderungen erfüllt.

**Sutter:** Es gibt den Grundsatz, dass die Anwendung solcher privatrechtlicher Normen nicht gesetzlich zwingend, sondern freiwillig ist. Die Kommission geht von der "widerlegbaren Vermutung" aus, dass die grundlegenden Sicherheitsanforderungen er-



füllt sind. Es geht bei diesem Artikel darum, die beiden Wege aufzuzeigen, wie dieser Nachweis erbracht werden kann.

**Jagmetti:** Gilt diese Vermutung im gesamten Bereich des Privatrechts? Auch beim Arbeitnehmerschutz?

**Hertig:** Basierend auf den EG-Richtlinien werden die privaten Normen ausgearbeitet. Dann entscheiden die Behörden, ob diese eine Konkretisierung der verbindlichen EG-Richtlinie darstellen. Falls dies der Fall ist, werden Nummer und Bezugsquelle der Norm publiziert und fortan gilt die Vermutung, dass, wer nach dieser Norm produziert, die Anforderungen der Richtlinie erfüllt. Diese Vermutung gilt also nur insofern, als die technischen Normen nachträglich von den Behörden sanktioniert werden, indem sie im Amtsblatt publiziert werden. Von diesem Zeitpunkt an binden sie die Behörden. Wer nicht nach der Norm produziert, muss begründen, warum sein Produkt gleichwohl sicher ist.

(Zu Herrn Jagmetti) Es handelt sich also nicht um eine Vermutung im privatrechtlichen Verhältnis unter Dritten.

#### Artikel 4b (neu)

**Präsident:** Antrag: (Text siehe Anhang) Für den Begriff Normenorganisation ist die Mehrzahlform zu verwenden. Neben der Schweizerischen Normenvereinigung gibt es zwei weitere Organisationen, die unabhängig davon Normen schaffen. Sie sind Nationalkomitees internationaler Normenorganisationen und setzen bereits heute eigenständig europäische Normen auf Landesebene um. Von dieser Seite wird befürchtet, dass die Einengung auf die Schweizerische Normenvereinigung diese bewährte Praxis und Aufgabenteilung ändern könnte.

**Hertig:** Es bestätigt sich erneut die alte Rivalität zwischen den Mitgliedern der Schweizerischen Normenvereinigung. Die Normenvereinigung ist das Dach der schweizerischen Normenschaffenden. Der Schweizerische Elektrotechnische Verein (SEV) und die Pro Telecom sind Mitglied der Normenvereinigung, profilieren sich aber international gerne als unabhängige Organisationen. Für uns ist wichtig, dass ein gesamtschweizerisches Normenwerk besteht, das in sich widerspruchsfrei ist. Wir haben deshalb darum gekämpft, dass sie Mitglieder der Normenvereinigung werden. Es sollten nun nicht einzelne dieser Mitglieder aufgezählt werden, denn sonst müssten alle aufgeführt werden. Problematisch im Antrag ist auch das Wort "unabhängig".

**Sutter:** Die SEV-Normen kommen als Schweizer Normen heraus. Der SNV ist Mitglied der CEN und verdient deshalb eine bevorzugte Behandlung.

**Präsident:** Schreibt die Richtlinie vor, dass jeder Mitgliedsstaat eine einzige Instanz bezeichnet?

**Hertig:** Im Bereich der Maschinen sind 80 Prozent der Normen durch den mechanischen Teil abgedeckt, die den VSM betreffen, der Rest entfällt auf die Elektrotechnik. Wir möchten mit der Schweizerischen Normenvereinigung die Dachorganisation aufführen, die das gesamte Normenwesen abdeckt. Gewisse Mitglieder



der SNV stellen sich gerne gleichberechtigt neben die Dachorganisation. Dies sollte nicht noch begünstigt werden. Die Mehrzahlformulierung würde, wie auch der Begriff SNV, die heutige Praxis nicht verändern.

**Sutter:** Wir müssen es vermeiden, Normen zu schaffen, die nur in der Schweiz Gültigkeit haben. Darum geht es bei der Harmonisierung. Der SNV ist am besten in der Lage abzuschätzen, was nach Europa weitergetragen werden muss und was nicht.

**Jagmetti:** Die Verbände existieren und haben grosse Leistungen erbracht. Der SEV ist immerhin vom Bund beauftragt, das eidgenössische Starkstrominspektorat zu führen. In dieser Verwaltungsfunktion untersteht er direkt dem EVED.

#### Abstimmung - Vote

Für den Antrag Onken	6 Stimmen
Nur die Dachorganisation erwähnen (=BR)	1 Stimme
	(2 Enthaltungen)

#### Artikel 5

#### Artikel 6, zweiter Satz

**Sutter:** Die Bemerkung, es bestehe Gestaltungsspielraum hinsichtlich der Organisation der Marktüberwachung, ist wörtlich aus den erläuternden Texten der EG-Richtlinie übernommen.

**M. Petitpierre:** Dans le texte actuel, on trouve le même terme. Il s'agit de l'exécution de la présente loi, il ne s'agit pas d'une surveillance du marché. Ce terme peut être maintenu puisqu'il figure dans le droit en vigueur.

**Jagmetti:** Der Ausdruck "Marktüberwachung" ist in diesem Zusammenhang missverständlich.

Beschluss: Streichung.

#### Artikel 7

**Jagmetti:** Die bestehende Fassung ist besser, da an erster Stelle als Grundsatz gesagt wird, dass Gebühren erhoben werden. Vorschlag: "Für die nachträgliche Kontrolle von technischen Einrichtungen und Geräten können Gebühren erhoben werden. Das Departement erlässt Gebührenordnungen."

**Schlegel:** Zur Zeit werden keine Gebühren erhoben. Das BawI möchte dies fakultativ lassen.

**Hertig:** Dort, wo es eine Konformitätsbewertung braucht und der Hersteller diese Prüfstelle frei auswählen kann, soll der Markt spielen können. Es betrifft also nicht den Bereich Marktüberwachung, wo die Vollzugsbehörde verantwortlich ist und stichprobenweise überprüft, ob die Produkte den Vorschriften entsprechen.

So beschlossen:



**Artikel 8**

**Präsident:** "Fundstelle" (statt der Mehrzahlform).

So beschlossen.

**Artikel 9bis (neu)**

**Präsident:** Antrag: (Text siehe Anhang) Gemäss Artikel 5 Absatz 3 der Maschinenrichtlinie stellen die Mitgliedstaaten ausdrücklich sicher, dass die Sozialpartner auf nationaler Ebene in die Bearbeitung solcher Sicherheits- und Gesundheitsanforderungen sowie von Normierungen einbezogen werden und auch darauf Einfluss nehmen können. Die Bedeutung dieses Bereichs ist für die Arbeitswelt gross, deshalb ist eine solche Bestimmung angebracht.

**Jagmetti:** Der Antrag ist aus der Sicht Maschinenindustrie verständlich. Aber in den Bereichen SIA, SEV etc. betrifft es nicht mehr eigentlich die Sozialpartner, sondern Konsumenten, Installateure und andere Personenkreise. Es sollte deshalb den einzelnen Branchen überlassen werden.

**Sutter:** Das Anliegen ist wichtig. Mit der Zeit werden sich die Konsumentengruppierungen dafür einsetzen, dass sie auch einbezogen werden. Im Maschinenbereich ist es heute nicht zwingend gegeben, dass die Sozialpartner beim Erarbeiten von Normen miteinbezogen werden. Ausserdem muss man im Prinzip Mitglied der Schweizerischen Normenvereinigung sein, wenn man in einer Normengruppe mitarbeiten will. Dies würde für eine Verankerung sprechen.

**Hertig:** Der Vorschlag ist problematisch, weil er einzelne Kreise privilegiert. Die EG will im ganzen Bereich der technischen Vorschriften so legiferieren, dass die grundlegenden Anforderungen auf gesetzlicher Ebene festgelegt werden und den Normenorganisationen die technische Konkretisierung übertragen wird. Alle von den jeweiligen Ergebnissen betroffenen Kreise sollen sich daran beteiligen können. Es gibt Verträge zwischen der EG-Kommission, der Efta und den europäischen Normenorganisationen, die diese Öffnung gewährleisten sollen. In den schweizerischen Normenorganisationen können alle mitwirken, die von der Materie betroffen sind. Man muss dazu aber Mitglied werden, und dies bedeutet, dass Beiträge bezahlt werden müssen. Die EG hat ein Grünbuch über die europäische Normung produziert, um diese zu beschleunigen und die Mitwirkung sicherzustellen. Wir erwarten, dass nächstens konkrete Massnahmen getroffen werden. Wenn jetzt auf nationaler Ebene auf Gesetzesstufe im Anwendungsbereich dieses Gesetzes die Mitwirkung gewisser Kreise privilegiert wird, werden Probleme für den anderen Anwendungsbereich geschaffen. Im vorliegenden Gesetz wird nur ein kleiner Teil des Anhangs 2 des EWR-Abkommens umgesetzt. Es gibt bereits einen Vertrag zwischen dem Bund und der SNV über die Mitwirkung in der europäischen Normung und die Führung einer Auskunftsstelle im Bereich der technischen Harmonisierung. Wir möchten dieses Problem in diesem Kontext regeln. Wir mussten aber die entsprechende Vorlage zum Gesetz über die Beseitigung technischer Handelshemmnisse aus dem Eurolex-Paket hinausnehmen, weil sie nicht nur EWR-Aspekte hatte. Vielleicht



könnte die Frage vorläufig auf Verordnungsstufe oder privatrechtlich geregelt werden. Es stellt sich die Anschlussfrage, dass die Konsumenten, die Gewerkschaften etc. gleich auch noch Subventionen möchten, um mitarbeiten zu können, und diesen Anspruch stellen dann auch die Hersteller.

Abstimmung - Vote

Für den Antrag Onken  
Dagegen

2 Stimmen  
5 Stimmen

Artikel 10

Artikel 11

II

Keine Bemerkungen

Schlussabstimmung (unter Vorbehalt von Artikel 4 Absatz 2):

Einstimmige Zustimmung.

Berichterstattung: Präsident

Nächste Sitzung: 18. September (in der Schweizerischen Landesbibliothek in Bern)

Ende der Sitzung 18.05 Uhr.

Fin de la séance 18 h 05.

**Nachtrag:**

Artikel 4 Absatz 2: Aufgrund der Stellungnahme des BSV vom 24.8.1992 (s. Anhang), beschliesst die Kommission auf dem Weg einer schriftlichen Umfrage, die Streichung von Absatz 2 zu beantragen.



## STÄNDERAT

Kommission für Wissenschaft, Bildung und Kultur

92.057 - 27 sn      Bundesgesetz über die Sicherheit von technischen  
Einrichtungen und Geräten

### Antrag Jagmetti

vom 20. August 1992

### Art. 4, Abs. 2

Vorbehalten bleiben weitergehende Bestimmungen des Bundesrechts, namentlich solcher, die erlassen werden zur Abwehr ...

## CONSEIL DES ETATS

Commission de la science, de l'éducation et de la culture

92.057 - 27 én      Loi fédérale sur la sécurité d'installations et d'appareils  
techniques

### Proposition Jagmetti

du 20 août 1992

### Art. 4, al. 2

Les prescriptions du droit fédéral plus exigeantes que celles de la présente loi, notamment celles qui ont été édictées pour sauvegarder ...



**Ständerat**

Kommission für Wissenschaft, Bildung und Kultur

**92.057 - 27 sn Bundesgesetz über die Sicherheit von technischen  
Einrichtungen und Geräten**

---

**Antrag Onken**

vom 20. August 1992

**Art. 4b (neu) Technische Normen**

- b. die unabhängigen Schweizerischen Normenorganisationen ( eventuell zu präzisieren: Normen-Vereinigung, Schweizerischer Elektrotechnischer Verein, Pro Telecom) beauftragen, solche Normen zu schaffen.

**Conseil des Etats**

Commission de la science, de l'éducation et de la culture

**92.057 - 27 én Loi fédérale sur la sécurité d'installations et d'appareils  
techniques**

---

**Proposition Onken**

du 20 août 1992

**Art. 4b (nouveau) Normes techniques**

- b. charger les organisations suisses de normalisation indépendantes (éventuellement préciser: Association Suisse de Normalisation, Association suisse des électriciens, Pro Telecom) d'élaborer de telles normes techniques.



Begründung

Die vorgeschlagene Fassung ist zu eng gefasst (Beschränkung auf die Schweizerische Normen-Vereinigung) und verkennt die Tatsache, dass schon heute zwei weitere Normenorganisationen völlig unabhängig Normen schaffen. Wenn auch SEV und Pro Telecom Mitglieder der Schweizerischen Normen-Vereinigung sind, so sind sie doch vor allem unabhängige Nationalkomitees von einflussreichen internationalen Normenorganisationen und setzen selbständig europäische Normen auf Landesebene um. Es besteht kein Grund und schon gar keine EWR-Notwendigkeit, das gut funktionierende System im Eurolex-Verfahren beiläufig zu ändern.



Ständerat

Kommission für Wissenschaft, Bildung und Kultur

92.057 - 27 sn      **Bundesgesetz über die Sicherheit von technischen  
Einrichtungen und Geräten**

---

Antrag Onken

vom 20. August 1992

**Art. 9 bis (neu)                      Beteiligung der Sozialpartner**

Der Bundesrat erlässt Vorschriften, welche die Einflussmöglichkeit der Sozialpartner bei der Erarbeitung und der weiteren Verfolgung von grundlegenden Sicherheits- und Gesundheitsanforderungen sowie von technischen Normen gewährleisten.

Conseil des Etats

Commission de la science, de l'éducation et de la culture

92.057 - 27 én      **Loi fédérale sur la sécurité d'installations et d'appareils  
techniques**

---

Proposition Onken

du 20 août 1992

**Art. 9 bis (nouveau)              Participation des partenaires sociaux**

Le Conseil fédéral arrête les prescriptions qui garantissent aux partenaires sociaux la possibilité de participer à l'élaboration et au suivi des travaux concernant les exigences fondamentales de sécurité et de santé ainsi que ceux concernant les normes techniques.



## Begründung

Art. 5 Abs. 3 der EG-Maschinenrichtlinie sieht ausdrücklich vor, dass die Mitgliedstaaten "sicherstellen", dass die Sozialpartner auf nationaler Ebene in die Bearbeitung von Sicherheits- und Gesundheitsanforderungen sowie von Normierungen einbezogen werden und darauf Einfluss nehmen können. Dies ist begreiflich angesichts der immer grösseren Bedeutung, die sowohl Normen als auch generell Standards zur Sicherheit und zum Gesundheitsschutz in der Arbeitswelt erlangen. Im vorgeschlagenen Entwurf fehlt jedoch eine Konkretisierung dieser Vorschrift, weshalb diese hier als generelle Norm im 3. Kapitel vorgeschlagen wird. (Als Alternative wäre eventuell ein Einbezug als Abs. 2 in die Art. 4a, bzw. 4b denkbar.)



BUNDESAMT FUER SOZIALVERSICHERUNG  
21.8.1992

an die  
Kommission für Wissenschaft, Bildung und Kultur des Ständerates

**Eurolex**  
**92.057-27** sn **Bundesgesetz über die Sicherheit von technischen  
Einrichtungen und Geräten**

In Ausführung Ihres Auftrages vom 20. August 1992 erstatten wir Ihnen den folgenden Bericht zu Art. 4 Abs. 2:

Bei der Beratung in Ihrer Kommission gab vor allem zur Diskussion Anlass, welches die Aussage der Bestimmung sei und ob allenfalls darauf verzichtet werden könnte.

Wir haben mit dem zuständigen Juristen des Bundesamtes für Justiz (Herrn L. Odermatt) Rücksprache genommen und die Protokolle der vorbereitenden Gespräche konsultiert.

#### a. Aussage der Bestimmung

Es handelt sich um eine an Art. 13 EWR-Abkommen anknüpfende Bestimmung (Beilage). Sie sollte als Konfliktregel klarstellen, dass bundesrechtliche Bestimmungen in den anderen speziell geregelten Sachbereichen wie Gesundheitsvorsorge (VO III und IV zum Arbeitsgesetz), Atomenergie, elektrische Anlagen, Umweltschutz etc. anwendbar sind, soweit sie in Uebereinstimmung stehen mit internationalen Vereinbarungen (namentlich mit Art. 13 EWR-Abkommen).

#### b. Beurteilung der Notwendigkeit

Die Vorschrift hat deklaratorischen Charakter, da der Grundsatz, dass die speziellen Bestimmungen des Bundesrechtes vorgehen, nach allgemeinen Auslegungsgrundsätzen ohnehin gilt. Ferner ist die Notwendigkeit der Uebereinstimmung solcher Bestimmungen mit dem internationalen Recht selbstverständliche Folge des Vorranges des Völkerrechtes. Insofern könnte sich die Verwaltung mit einer Streichung einverstanden erklären.



Falls Sie an Art. 4 Abs. 2 festhalten, schlagen wir die beiliegende redaktionell  
in beiden Sprachen (d,f) bereinigte Fassung vor.

Mit freundlichen Grüßen



M. Moser, Vizedirektor

Beilage: - Art. 13 EWR-Abkommen  
- redaktionelle Bereinigung von Art. 4 Abs. 2



## Abkommen über den Europäischen Wirtschaftsraum

### *Artikel 13*

Die Bestimmungen der Artikel 11- und 12 stehen Einfuhr-, Ausfuhr- und Durchfuhrverboten oder -beschränkungen nicht entgegen, die aus Gründen der öffentlichen Sittlichkeit, Ordnung und Sicherheit, zum Schutze der Gesundheit und des Lebens von Menschen, Tieren oder Pflanzen, des nationalen Kulturguts von künstlerischem, geschichtlichem oder archäologischem Wert oder des gewerblichen und kommerziellen Eigentums gerechtfertigt sind. Diese Verbote oder Beschränkungen dürfen jedoch weder ein Mittel zur willkürlichen Diskriminierung noch eine verschleierte Beschränkung des Handels zwischen den Vertragsparteien darstellen.

## Redaktionell bereinigte Fassung von Art. 4 Abs. 2 STEG

### Art. 4 Abs. 2

2Vorbehalten bleiben weitergehende spezielle Bestimmungen des Bundesrechts, namentlich zur Abwehr unmittelbarer schwerwiegender Gefährdungen des Lebens und der Gesundheit von Menschen, Tieren und Pflanzen, der Umwelt, der Sittlichkeit oder der öffentlichen Sicherheit und Ordnung, *soweit sie im Einklang mit internationalen Vereinbarungen stehen.*

### Art. 4, 2e al.

2Les prescriptions spéciales du droit fédéral *édictees en conformité avec les conventions internationales, qui posent des exigences plus élevées que celles de la présente loi*, notamment pour sauvegarder la vie et la santé des êtres humains, des animaux, des plantes, l'environnement, la moralité, la sécurité ou l'ordre public lorsque ceux-ci sont directement et gravement menacés, demeurent réservées.